

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

*MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU PLAN*

*DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES
POLITIQUES ECONOMIQUES*

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES
ECONOMIQUES



NOTE DE CONJONCTURE

Deuxième trimestre 2018

DPEE, 64 Rue Carnot X Docteur THEZE, Dakar

BP : 116 site web : www.dpee.sn; email : info@dpee.sn

Août 2018

Table des matières

<i>I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</i>	3
<i>I. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE</i>	7
II.1. SECTEUR REEL	7
II.1.1. Secteur Primaire	7
II.1.2. Secteur Secondaire	11
II.1.3. Secteur Tertiaire	19
II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce	20
II.1.3.2: Le sous-secteur des services	20
II.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE RECENTE : UNE ANALYSE PAR LA DEMANDE	22
II.3. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE	24
II.3.1. Emploi salarié dans le secteur moderne	24
II.3.2. Opinion des chefs d'entreprise	26
II.4. INFLATION ET COMPETITIVITE	29
II.4.1 Inflation	29
II.4.2 Tendances des marchés	31
II.4.3 Compétitivité-Prix	32
II.5. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES	33
II.5.1. Conjoncture économique	33
II.5.2. Conjoncture Sociale	34
II.5.3. Confiance des ménages	34
II.6. COMMERCE EXTERIEUR	36
II.6.1. Exportations des principaux produits	36
II.6.2. Importations des principaux produits	37
I.7 FINANCES PUBLIQUES	40
II.7.1. Recettes budgétaires	40
II.7.2 Dépenses publiques	41
II.8. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE	42
II.8.1 Monnaie et crédit	42
II.8.2. Les titres publics	44
II.8.3. Les transferts rapides d'argent	44
II.8.4. Les systèmes financiers décentralisés(SFD)	45

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des produits de base (base 100 = 2000)	6
Tableau 2 : Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture (base 100 = 2006)	7
Tableau 3 : Evolution de l'indice du secteur primaire (base 100 = 2006)	8
Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire (base 100 = 2006).....	12
Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2006)	19
Tableau 6: Indice de l'emploi dans le secteur moderne	24
Tableau 7: Indice de l'emploi dans le secondaire (base 100 = 2010)	25
Tableau 8: Indice de l'emploi dans le tertiaire (base 100 = 2010)	26
Tableau 9: Indicateur de climat des affaires*	26
Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits.....	29
Tableau 11: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100 = 2008)	30
Tableau 12: Evolution des taux de change	33
Tableau 13 : Indicateur synthétique et soldes d'opinion	35
Tableau 14: Exportations en valeur (millions FCFA).....	37
Tableau 15: Importations en valeur (millions FCFA)	39
Tableau 16: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA).....	44
Tableau 17: Transferts rapides d'argent effectués par les Etablissements de crédit du Sénégal ..	45
Tableau 18: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés.	47
Graphique 1 : Evolution de l'indice des cours des produits de base (base 100=2000)	6
Graphique 2 : Evolution des débarquements de la pêche	9
Graphique 3 : Evolution de la production (en tonnes) contrôlée de viande	9
Graphique 4 : Taux de cession de semences d'arachide (52 482 tonnes), au deuxième trimestre 2018, par rapport à l'objectif de mise en place (75 000 tonnes)	10
Graphique 5 : Taux de cession d'engrais (3 149 tonnes), au deuxième trimestre 2018, par rapport à l'objectif de mise en place (138 500 tonnes) au deuxième trimestre 2018.....	10
Graphique 6 : Réalisations VFS (46 925 hectares) par rapport aux prévisions SAED (47 800 hectares) au deuxième trimestre 2018	11
Graphique 7 : Réalisations pour la saison sèche chaude (en hectares)	11
Graphique 8: Evolution des productions (en tonnes) de phosphate et de sel	13
Graphique 9: Evolution de la production d'huile (en milliers de tonnes).....	14
Graphique 10: Evolution de la production (en tonnes) de sucre	15
Graphique 11: Evolution de la production de ciment (en milliers de tonnes).....	17
Graphique 12: Evolution des productions (en tonnes) dans la minoterie	17
Graphique 13: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire.....	19
Graphique 14: Evolution de l'activité dans le commerce	20
Graphique 15 : Evolution de l'activité dans les services	22
Graphique 16 : Evolution de la croissance du PIB trimestriel (en glissement)	22
Graphique 17 : Evolution des contributions à la croissance en glissement	23
Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises dans l'industrie au deuxième trimestre 2018	27
Graphique 19 : Principales contraintes à l'activité dans l'industrie au deuxième trimestre 2018	27
Graphique 20 : Opinion des chefs d'entreprises dans les BTP au deuxième trimestre 2018.....	27
Graphique 21 : Principales contraintes à l'activité dans les BTP au deuxième trimestre 2018	27
Graphique 22 : Opinion des chefs d'entreprises dans les services au deuxième trimestre 2018....	28
Graphique 23 : Principales contraintes à l'activité dans les services au deuxième trimestre 2018	28
Graphique 24 : Opinion des chefs d'entreprises dans le commerce au deuxième trimestre 2018 ..	28
Graphique 25 : Principales contraintes à l'activité dans le commerce au deuxième trimestre 2018	28
Graphique 26 : Evolution de l'indice des prix à la consommation base 100 en 2008	29
Graphique 27: Evolution des prix (en FCFA) moyens de l'oignon	31
Graphique 28: Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales	31

Graphique 29: Evolution des prix (en FCFA) moyens du riz brisé 100%	32
Graphique 30: Les dépenses de consommation des ménages	33
Graphique 31 : Evolution de l'indice de confiance des ménages	35
Graphique 32: Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire en glissement annuel .	42
Graphique 33: Evolution du rythme de croissance des actifs extérieurs nets en glissement annuel	43
Graphique 34: Evolution du rythme de croissance des créances sur les autres secteurs, en glissement annuel	43
Graphique 35: Répartition des transferts reçus par origine	45
Graphique 36: Sociétariat des SFD (Membres / Clients)	46
Graphique 37: Encours des crédits–encours des dépôts	46
Graphique 38: Evolution du taux de créances en souffrance	47

NOTE DE CONJONCTURE

*I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**Perspectives favorables
de l'économie
mondiale, en 2018*

A mi-parcours de l'année, les perspectives de l'économie mondiale restent favorables pour 2018, après un exercice précédent marqué par une croissance économique soutenue et synchronisée. Pourtant dans un contexte de resserrement des conditions de financement, les tensions récentes sur le commerce mondial pourraient avoir des répercussions négatives sur l'investissement, la confiance des acteurs économiques et, par ricochet, la croissance. En effet, dans ses dernières prévisions de juillet 2018, le Fonds monétaire international (Fmi) indique que le volume du commerce mondial de biens et services pourrait accuser le coup, passant d'une croissance de 5,1% en 2017 à 4,8% en 2018. L'institution a, toutefois, maintenu sa prévision de croissance mondiale à 3,9% pour 2018, avec des orientations distinctes selon les pays ou groupes de pays. Selon elle, l'expansion économique mondiale devrait être principalement portée par les Etats-Unis, les pays émergents et ceux en développement.

Dans les pays avancés, l'activité devrait évoluer au même rythme qu'en 2017, la croissance étant désormais attendue à 2,4% en 2018, après 2,5% aux prévisions d'avril. Au sein de ces pays, l'optimisme continue de prévaloir aux Etats-Unis, porté par les mesures de relance budgétaire et la consommation, principal moteur de l'économie. Selon le Département américain du Commerce, au deuxième trimestre 2018, la croissance du PIB des Etats-Unis a fortement rebondi à 4,1% en rythme annualisé, après 2,2% au premier trimestre, particulièrement soutenue par les augmentations des dépenses de consommations et des exportations. Sur l'année 2018, une expansion du PIB américain de 2,9% est anticipée contre 2,3% en 2017. S'agissant du Royaume-Uni, les perspectives du Brexit pèsent toujours sur l'activité, notamment en termes de conditions de sortie de l'Union européenne. Depuis le référendum en 2016, le rythme d'expansion de l'économie britannique est resté relativement modéré, s'affichant à 1,2%, au premier trimestre 2018, contre 1,3% et 1,7% respectivement aux quatrième et troisième trimestres de 2017. Sur l'année 2018, l'économie du Royaume-Uni ne devrait progresser que de 1,4%, soit un recul de 0,2 point de pourcentage relativement aux prévisions d'avril. Pour ce qui est de la zone euro, le deuxième trimestre est marqué par un ralentissement de la croissance, à 2,1% après 2,5% au premier trimestre 2018 et 2,8% au quatrième trimestre de l'année dernière. Les tensions commerciales internationales semblent, en effet, affecter l'activité de la zone où, selon la Banque mondiale, les exportations ont représenté 47,7% du PIB en 2017. Pour 2018, les pronostics de la zone euro sont révisés, la

croissance étant, désormais, attendue à 2,2% contre 2,4% aux prévisions d'avril. Pour les principales économies de la zone, la France, l'Allemagne et l'Italie, l'activité économique devrait connaître une nette décélération en 2018, les attentes respectives de croissance se situant à 1,8%, 2,2% et 1,2%, contre 2,3%, 2,5% et 1,5% en 2017.

Au niveau des pays émergents et en développement, l'activité devrait globalement s'améliorer en 2018, la croissance étant prévue à 4,9% après 4,7% en 2017. Cependant, cette évolution masque des perspectives différenciées d'un pays à l'autre. Pour cause, la remontée des cours du pétrole avantage les pays exportateurs de la ressource. De plus, les craintes d'une guerre commerciale, combinée aux fluctuations des monnaies de certains pays émergents par rapport au dollar pèsent sur l'activité. Au sein de la région, la Chine et la Russie devraient enregistrer des taux de croissance respectifs de 6,6% et 1,7% en 2018, conformément aux projections d'avril alors que les rythmes d'expansion du Brésil et de l'Inde sont revus à la baisse, dans l'ordre, à 1,8% et 7,3% contre 2,3% et 7,4% précédemment.

En Afrique subsaharienne, les perspectives économiques restent globalement inchangées pour 2018. La croissance économique de la région devrait s'améliorer, à 3,4% contre 2,8% en 2017. En particulier, la croissance économique nigériane et celle sud-africaine devraient respectivement ressortir à 2,1% et 1,5% après 0,8% et 1,3 en 2017.

La Fed augmente son taux directeur tandis que la BCE diminue ses achats d'actifs

Au plan financier, les banques centrales des principales économies avancées ont décidé de réduire progressivement leurs politiques de soutien à l'économie. En juin 2018, la Réserve fédérale (Fed), encouragée par la résilience de l'économie américaine, la remontée de l'inflation et un marché de l'emploi dynamique, a relevé de nouveau (+0,25%) son principal taux directeur dans la fourchette de 1,75% à 2%. Au Royaume-Uni, malgré les incertitudes du Brexit, la Banque d'Angleterre (BoE) a également décidé de remonter, d'un quart de point, son principal taux directeur pour le porter à 0,75%, soit le deuxième tour de vis depuis la crise financière de 2008. De son côté, la Banque centrale européenne (BCE), tout en conservant ses taux directeurs à leur niveau actuel (0%), a réduit de moitié ses achats mensuels d'actifs à 15 milliards d'euros. La BCE a aussi annoncé qu'elle devrait arrêter ce vaste programme d'achats d'actifs en décembre 2018.

Appréciation du dollar face aux autres grandes devises au deuxième trimestre 2018

Sur le marché de change, le dollar s'est apprécié au deuxième trimestre par rapport aux autres grandes devises, principalement soutenu par le relèvement progressif des taux de la Réserve fédérale. En variation trimestrielle, le billet vert s'est

conforté de 3,1%, 2,3% et 0,8% par rapport, respectivement, à l'euro, à la livre sterling et au yen. Par contre, en glissement annuel, le dollar a connu des baisses respectives de 7,7%, 6,0% et 1,9% vis-à-vis des monnaies précitées. Pour sa part, la monnaie unique européenne a reculé par rapport au yen et à la livre sterling, à 130,09 yens et à 0,876 livre sterling pour un euro contre 133,14 yens et 0,883 livre pour un euro, au trimestre précédent.

L'inflation en hausse dans les pays avancés

S'agissant du rythme de progression sur un an des prix à la consommation, il a accéléré, au deuxième trimestre 2018, dans les pays avancés. En zone OCDE, l'inflation totale est ressortie à 2,5%, contre 2,2% au premier trimestre, principalement portée par l'énergie (+8,5%). L'inflation sous-jacente de cette zone s'est, quant à elle, établie à 2% après 1,9% au trimestre précédent. Au niveau des économies anglo-saxonnes, les prix à la consommation se sont consolidés de 2,7% aux Etats-Unis et 2,2% au Royaume-Uni, alors qu'en zone euro une inflation de 1,7% est enregistrée. En particulier, l'inflation du deuxième trimestre 2018 est estimée à 2% en Allemagne, 1,9% en France et 1,8% en Espagne. Concernant les économies émergentes, les prix à la consommation ont évolué de façon contrastée, au deuxième trimestre 2018. En effet, le Brésil et la Russie ont affiché des taux d'inflation respectifs de 3,3% et 2,4% contre 2,8% et 2,3% au premier trimestre tandis que des baisses de l'inflation sont notées en Chine (à +1,8% après +2,2%) et en Inde (à +4% après +4,7%).

Hausse des prix des matières premières au deuxième trimestre 2018

Sur le marché des produits alimentaires de base, l'indice des cours s'est raffermi au deuxième trimestre 2018. En variations trimestrielle et annuelle, les prix ont connu des accroissements respectifs de 2,4% et 1,5%, en liaison avec la hausse des prix des céréales (+5,1% et +13,3%) et des produits laitiers (+11,3% et +8%). L'augmentation des prix des céréales résulterait principalement de la dégradation des perspectives de production, notamment du blé et du maïs, dans les grands pays producteurs alors que les prix des produits laitiers profiteraient de la baisse de l'offre de la Nouvelle-Zélande, un des principaux exportateurs. Sur le premier semestre 2018, l'indice des prix des produits alimentaires a reculé de 0,1%, principalement porté par le sucre (-25,8%) et les huiles végétales (-9,3%). La chute des prix du sucre reflèterait l'abondance de l'offre au niveau mondial.

Graphique 1 : Evolution de l'indice des cours des produits de base (base 100=2000)

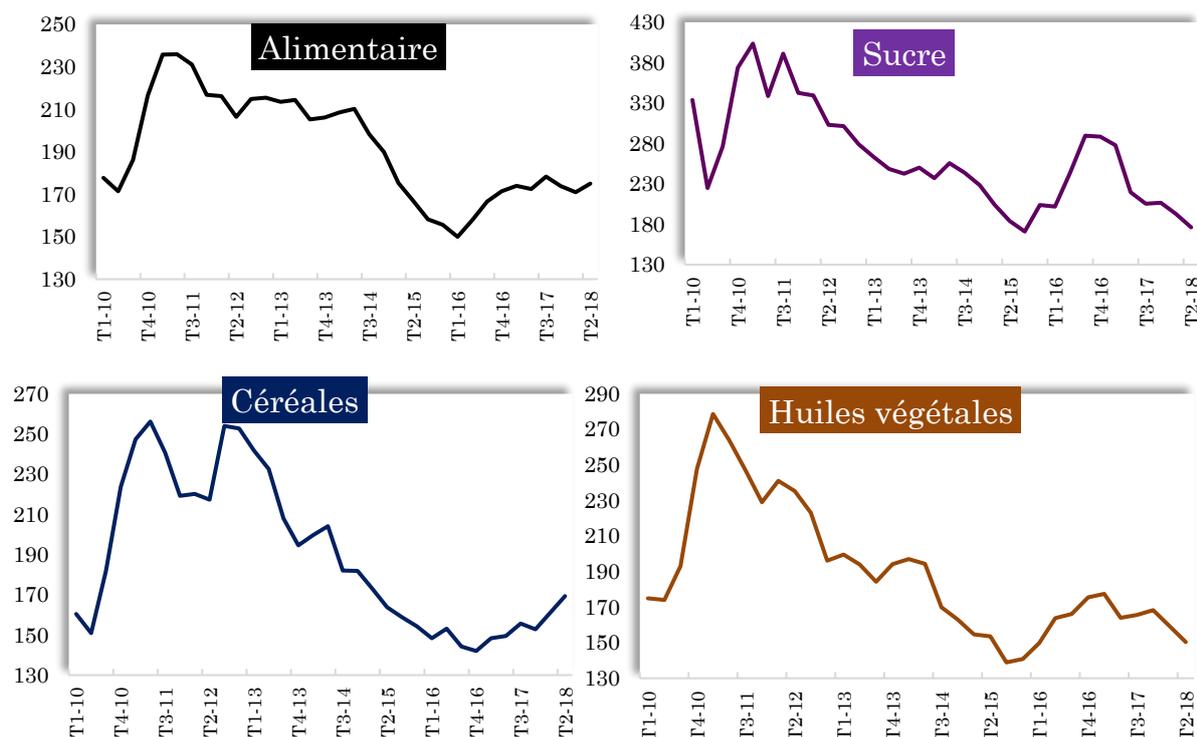


Tableau 1 : Evolution de l'indice des cours des produits de base (base 100 = 2000)

	2017	2018		Variations (%)		
	T2 (1)	T1 (2)	T2 (3)	Trim. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	Cumul
Indice Global alim	172,4	171,0	175,0	2,4	1,5	-0,1
Céréales	149,4	161,1	169,3	5,1	13,3	10,9
Huiles végétales	164,0	159,3	150,4	-5,6	-8,3	-9,3
Sucre	219,5	192,6	176,3	-8,5	-19,7	-25,8
Viande	172,5	169,6	171,0	0,8	-0,9	1,9
Produits laitiers	195,2	189,5	210,8	11,3	8,0	3,3

Source : FAO-DPEE

Relèvement du cours du pétrole Brent

Pour ce qui est du pétrole, les cours ont poursuivi leur remontée au deuxième trimestre 2018. En moyenne trimestrielle, le cours du baril de Brent s'est établi à 74,2 dollars, progressant de 10,9% et 47,7% par rapport, respectivement, au trimestre précédent et au deuxième trimestre de 2017. Sur le premier semestre 2018, le Brent s'est renchéri de 35,3%, comparativement à la même période de 2017. Cette fermeté des cours de l'or noir résulterait, d'une part, de la décision prise en novembre 2016 par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés de réduire leur offre de pétrole et, d'autre part, de l'augmentation de la demande mondiale dans un contexte d'incertitudes sur l'offre, nées des tensions géopolitiques récentes.

I. ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

II.1. SECTEUR REEL

L'évolution de l'activité économique interne hors agriculture et sylviculture, mesurée par celle de l'Indice Général d'Activité (IGA), fait ressortir une confortation de 4,9%, entre les deux premiers trimestres de 2018. Sur une base annuelle, des croissances respectives de 4,5% et 6,1% sont également notées au deuxième trimestre 2018 et en cumul sur les six premiers mois de l'année.

Le raffermissement trimestriel de l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) est essentiellement porté par le secondaire (+5,1%) et le tertiaire (+1,7%). Sur un an, les croissances respectives du deuxième trimestre 2018 et des six premiers mois de l'année sont également tirées par le tertiaire (4,3% au deuxième trimestre et 6,3% en cumul sur le premier semestre 2018) et le secondaire (4,3% au deuxième trimestre et 4,0% en cumul sur le premier semestre 2018). Les secteurs primaire et de l'administration publique se sont, aussi, bien comportés.

Tableau 2 : Indice Général d'Activité hors agriculture et sylviculture (base 100 = 2006)

	Pond (2015)	2017	2018		Variation (%)		
		Trim 2 (1)	Trim 1 (2)	Trim 2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul (6 mois)
PRIMAIRE (Elevage et Pêche)	5,6	147,7	146,1	153,0	4,7	3,6	8,4
SECONDAIRE	23,1	162,2	161,0	169,2	5,1	4,3	4,0
TERTIAIRE	53,6	163,2	167,5	170,3	1,7	4,3	6,3
ADMINISTRATION PUBLIQUE	6,1	157,2	166,5	168,4	1,1	7,1	7,5
TAXE SUR BIENS ET SERVICES	11,6	157,5	130,2	165,0	26,8	4,8	8,4
IGA (base 100=2006)	100,0	161,1	160,5	168,4	4,9	4,5	6,1

Source : DPPE

II.1.1. SECTEUR PRIMAIRE

En variation trimestrielle, le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est conforté de 4,7% au deuxième trimestre 2018, en rapport avec la bonne tenue (+42,4%) des débarquements de la pêche, le sous-secteur de l'élevage s'étant contracté de 3,7% sur la période.

En glissement annuel, le primaire, hors agriculture et sylviculture, s'est également respectivement renforcé de 3,6% et 8,4%, au deuxième trimestre 2018 et en cumul sur les six premiers mois de l'année.

Tableau 3 : Evolution de l'indice du secteur primaire (base 100 = 2006)

SECTEUR PRIMAIRE	Pond (2015)	2016	2017		Variation (%)		
		Trim 2 (1)	Trim 1 (2)	Trim 2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul
PRIMAIRE (hors agriculture & sylviculture)	5,6	147,7	146,1	153,0	4,7	3,6	8,4
Elevage		132,4	149,9	144,4	-3,7	9,1	10,8
Pêche		207,7	131,0	186,5	42,4	-10,2	0,5

Source : DPEE

Bonne tenue des débarquements de la pêche, en variation trimestrielle

L'activité de pêche a crû de 42,4%, entre les deux premiers trimestres de l'année 2018, du fait des améliorations simultanées de ses composantes artisanale (+51,4%) et industrielle (+24,4%).

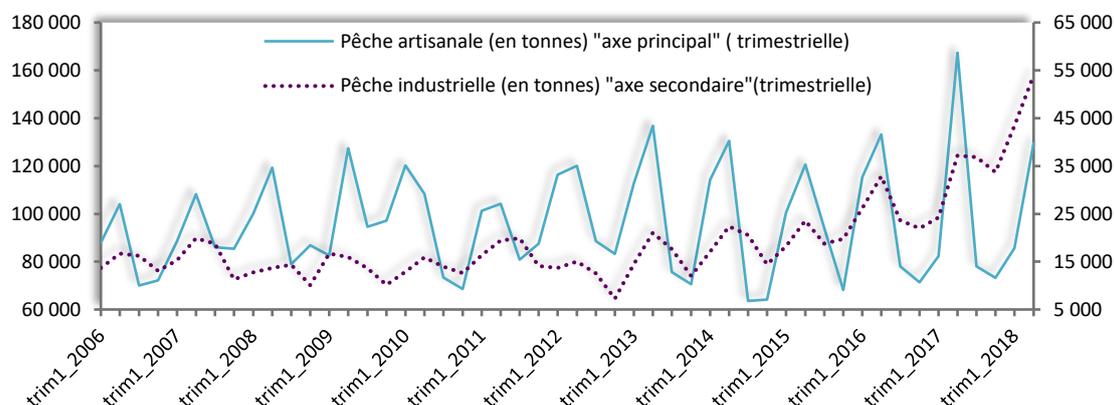
La progression des débarquements de la pêche artisanale est tirée par les régions de Thiès (+35,1%), Saint-Louis (+227,3%) et Dakar (+161,1%). A Dakar et Thiès, une forte présence des sennes tournantes est notée. Cette dernière a occasionné d'importantes mises en terre des espèces pélagiques (maquereau, chinchards, sardinelles), anchois, carpes blanches, otholites, semi-pélagiques (ceintures) et tassergals. Concernant Saint-Louis, la bonne tenue des débarquements est, d'une part, liée au réchauffement des eaux de surface qui a induit des paramètres biologiques favorables aux poissons et aux pics de la campagne de pêche, d'autre part.

Pour sa part, la performance de la pêche industrielle est imputable aux captures de seiches et poulpes (+39,8%), sardinelles, «maquereaux et chinchards» (+409,7%) et de thons (+118,1%), les navires s'étant accrus de 14,7% sur la période (1033 navires dont 641 navires sénégalais et 392 navires étrangers). Au total, l'augmentation de l'offre a entraîné une baisse des prix du poisson frais de 20,9% sur la période.

Sur un an, l'activité de pêche s'est, en revanche, repliée de 10,2%, au deuxième trimestre 2018, en liaison avec le recul des captures artisanales (-22,5%), toutefois, atténué par la progression des débarquements industriels (+45,2%). Le repli des mises en terre de la pêche artisanale est surtout noté dans la région de Thiès (-48,0%), en rapport avec la migration des poissons et sennes tournantes vers le sud et le nouvel intérêt pour la pêche de poulpe. A Dakar et Saint-Louis, par contre, les débarquements artisanaux du deuxième trimestre 2018 se sont respectivement consolidés de 3,3% et 256,7%, en glissement annuel. Dans la dernière région citée, la hausse des prises est favorisée par les paramètres environnementaux, en absence de mise en œuvre effective des accords avec la Mauritanie. S'agissant de la pêche industrielle, les prises se sont bien comportées au deuxième trimestre 2018, malgré une baisse de 4,4% du nombre de navires en action.

En somme sur un an, le premier semestre 2018 est marqué par une légère hausse (+0,5%) de la production halieutique, tirée par sa composante industrielle (+58,5%). La performance de cette dernière est largement imputable aux débarquements de poulpes et seiches (+36,9%), thons (+29,5%) et crevettes de fonds (+71,8%).

Graphique 2 : Evolution des débarquements de la pêche



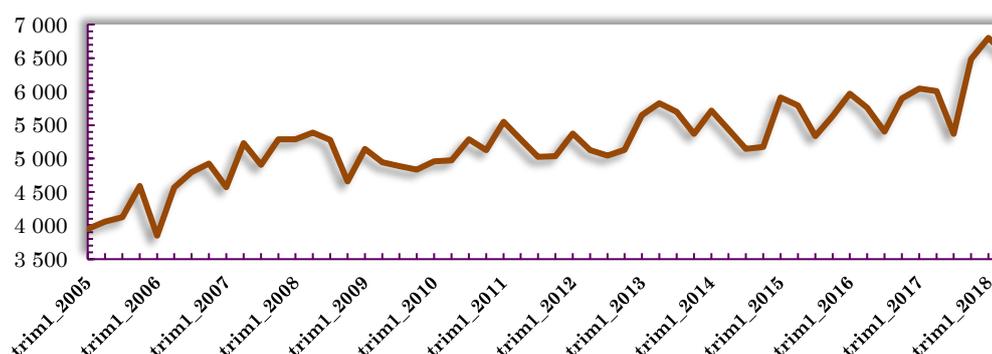
***Contraction de l'élevage,
en variation trimestrielle***

Au titre de l'élevage, de faibles résultats (-3,7%) sont enregistrés entre les deux premiers trimestres de 2018, du fait, particulièrement, de la diminution (-5,5%) de la production contrôlée de viande bovine. Cette situation est due à la rareté des pâturages herbacés dans la zone sylvopastorale et, par ricochet, au départ précoce des bêtes vers les zones de transhumance au sud du pays.

En revanche, sur un an, une amélioration (+9,1%) de la production du sous-secteur de l'élevage est notée au deuxième trimestre 2018, traduisant l'augmentation des abattages de bovins (+6,1%), d'ovins (+18,0%) et de caprins (+9,3%).

Sur le premier semestre 2018, le renforcement des abattages contrôlés de bovins (+7,2%), ovins (+20,9%) et caprins (+16,9%) a induit un raffermissement de 10,8% du sous-secteur de l'élevage, en glissement annuel, en rapport avec une lutte plus accentuée contre les abattages clandestins et l'augmentation du nombre de bêtes abattues (déstockage).

Graphique 3 : Evolution de la production (en tonnes) contrôlée de viande



**Bonne orientation de
l'activité agricole au
deuxième trimestre 2018**

Au deuxième trimestre 2018, l'activité agricole est marquée par le démarrage des semis en humide dans la plupart des localités, suite à l'installation des pluies dans la presque totalité du pays¹. Par ailleurs, les taux respectifs de mise en place et de cessions ont été excellents pour les semences d'arachide. S'agissant de la campagne rizicole dans la vallée du fleuve Sénégal, elle s'est bien orientée avec une hausse des réalisations en 2018, comparativement à 2017.

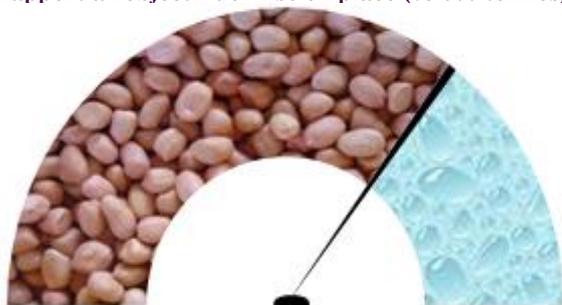
**Rythme satisfaisant de cession
des semences subventionnées
d'arachide**

A fin juin 2018, la mise en place et les cessions de semences d'arachide se sont bien orientées. En effet, pour un objectif global de 75.000 tonnes, les disponibilités de semences subventionnées ont atteint 94,8% pour des ventes réalisées à hauteur de 73,8%. Par rapport à la même période de 2017, la mise en place et les cessions de semences subventionnées d'arachide ont respectivement progressé de 42,3% et 91,7%.

Concernant les autres spéculations², les mises en place ont démarré timidement dans les régions. Au total, l'objectif global de semences subventionnées pour ces spéculations est de 19 745 tonnes, en 2018-2019, soit une hausse de 25,3%, par rapport à la campagne précédente.

Au titre de l'engrais, l'objectif de mise en place est de 138 500 tonnes³, soit un bond de 10,8% par rapport à 2017. Le taux de réalisation s'est établi à 30,8% à fin juin 2018 et celui de cession à 7,38%.

Graphique 4 : Taux de cession de semences d'arachide (52 482 tonnes), au deuxième trimestre 2018, par rapport à l'objectif de mise en place (75 000 tonnes)



Source : Comité National AGRHYMET du Sénégal

Graphique 5 : Taux de cession d'engrais (3 149 tonnes), au deuxième trimestre 2018, par rapport à l'objectif de mise en place (138 500 tonnes) au deuxième trimestre 2018



Source : Comité National AGRHYMET du Sénégal

¹ Plus précisément le 27 juin 2018

² Maïs, sorgho, fonio, niébé et sésame

³ dont 76000 tonnes de NPK et 62500 tonnes d'urée

Bon démarrage de la campagne rizicole dans la vallée

La campagne rizicole 2018-2019, partie intégrante de la phase 2 du PRACAS, connaît une bonne entame avec la progression des réalisations de contre saison et la hausse des prévisions pour l'hivernage. En effet, le niveau de réalisation, pour la saison sèche chaude, a atteint 46 925 hectares, soit 98,2% des prévisions et 11,5% de plus qu'à la même période de 2017. Cette performance traduit, principalement, l'accélération des travaux de préparation du sol (offsetage des parcelles), en liaison avec les acquisitions de tracteurs dans le cadre du PNAR (PRACAS 1). En outre, l'anticipation sur les mises à disposition des semences et engrais ainsi que la tenue précoce des comités de crédit CNCAS ont été favorables aux réalisations.

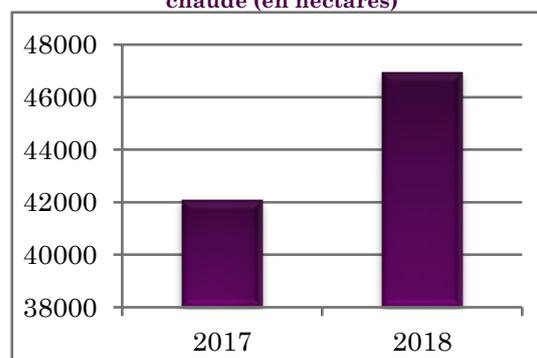
S'agissant des emblavures, les prévisions se sont établies à 56 300 hectares pour l'hivernage 2018-2019, soit un relèvement de 6 300 hectares par rapport à 2017-2018.

Graphique 6 : Réalisations VFS (46 925 hectares) par rapport aux prévisions SAED (47 800 hectares) au deuxième trimestre 2018



Source : SAED, au deuxième trimestre 2018

Graphique 7 : Réalisations pour la saison sèche chaude (en hectares)



Source : SAED, au deuxième trimestre 2018

II.1.2. SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire s'est conforté de 5,1% entre les deux premiers trimestres de 2018, essentiellement porté par les activités extractives (+27,8%), l'«égrenage de coton et fabrication de textiles» (+112,1%), les conserveries de viande et de poissons (+43%), la production énergétique (+3,5%), le travail de bois (+18,7%) et le raffinage (+17,7%). Cette performance a été, toutefois, principalement atténuée par les faibles résultats notés dans la construction (-5,9%), la production de sucre (-28%), la fabrication de matériaux de construction (-6,4%) et la fabrication du cuir (-75,6%).

Sur une base annuelle, des renforcements respectifs du secteur secondaire de 4,3% et 4,0% sont enregistrés au deuxième trimestre et en cumul sur le premier semestre de 2018. La croissance cumulée sur les six premiers mois de 2018 est essentiellement soutenue par la construction (+11,5%), les activités extractives (+24,1%) et le travail de bois (+27,9%). En revanche, les conserveries de viande et de poissons (-25,6%), la fabrication de produits

céréaliers (-31,5%) et l'«égrenage de coton et fabrication de textiles» (-7,7%) se sont, particulièrement, contractés sur la période.

Tableau 4 : Evolution de l'indice du secteur secondaire (base 100 = 2006)

SECTEURS	Pond (2015)	2017			2018			Variation (%)		
		Trim 2 (1)	Trim 1 (2)	Trim 2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul			
SECONDAIRE	23,1	161,9	161,0	169,2	5,1	4,3	4,0			
Activités extractives	1,1	356,1	365,8	467,4	27,8	31,3	24,1			
Corps gras alimentaires	0,1	26,6	15,9	17,9	12,6	-32,8	14,7			
Autres industries	13,5	129,8	121,9	128,3	5,3	-1,1	-5,7			
Conserves de viande et poissons	3,3	58,5	34,4	49,2	43,0	-15,9	-25,6			
Travail de grains	0,3	91,7	81,4	90,1	10,6	-1,8	-8,7			
Fabrication de produits céréaliers	0,6	78,9	68,5	66,6	-2,9	-15,6	-31,5			
Fabrication de sucre	0,5	108,8	174,9	125,8	-28,0	15,6	16,0			
Fabrication autres produits alimentaires	0,7	145,9	131,1	77,4	-40,9	-46,9	-36,7			
Fabrication de boissons	0,3	103,1	99,5	101,4	1,9	-1,6	1,0			
Fabrication de tabac	0,2	155,9	139,1	137,9	-0,9	-11,5	-9,8			
Egrenage de coton et fabrication de textiles	1	55,4	51,3	108,8	112,1	96,3	-7,7			
Fabrication du Cuir	0,1	46,9	133,0	32,4	-75,6	-30,9	28,7			
Travail de bois	0,5	146,7	172,7	205,1	18,7	39,8	27,9			
Fabrication de papier, carton	0,5	104,2	118,8	105,8	-10,9	1,6	-1,0			
Raffinage	0,3	190,1	135,7	159,7	17,7	-16,0	-20,4			
Industries de produits chimiques	1,3	178,2	175,6	177,6	1,1	-0,3	6,3			
Fabrication de produits en caoutchouc	0,3	159,0	156,1	165,7	6,2	4,2	3,1			
Fabrication de verre, poterie	1,5	227,1	249,8	233,7	-6,4	2,9	4,3			
Métallurgie, fonderie	0,6	103,6	120,0	123,6	3,1	19,4	15,5			
Fabrication de machines	0,1	101,2	16,6	3,2	-80,7	-96,8	-89,8			
Construction de matériels de transports	0,1	157,4	111,4	164,2	47,5	4,4	-5,6			
Fabrication de mobilier	1,1	271,2	210,8	250,4	18,8	-7,7	-9,8			
Energie	3	164,8	165,5	171,4	3,5	2,2	3,3			
Construction	5,4	186,4	198,6	186,9	-5,9	0,3	11,5			

Source : DPEE

Croissance de l'activité des extractives, en variation trimestrielle

En rythme trimestriel, l'activité extractive est ressortie en hausse de 27,8%, au deuxième trimestre 2018. Cette situation traduit principalement la bonne tenue de l'exploitation aurifère qui s'est renforcée de 44,5%, sous l'effet de l'augmentation de la teneur en or du minerai extrait. La production de phosphate s'est également consolidée de 0,5%, réagissant ainsi favorablement aux gros investissements des trois dernières années dans la partie mine. En revanche, des déficits de production sont relevés pour l'attapulгите (-1,8%) et le sel (-28,4%). Le repli de la production d'attapulгите s'explique par le niveau élevé des stocks et les distorsions occasionnées par la congestion portuaire et les surestaries. Pour sa part, la baisse de la production de sel reflète une contraction de la demande, notamment étrangère.

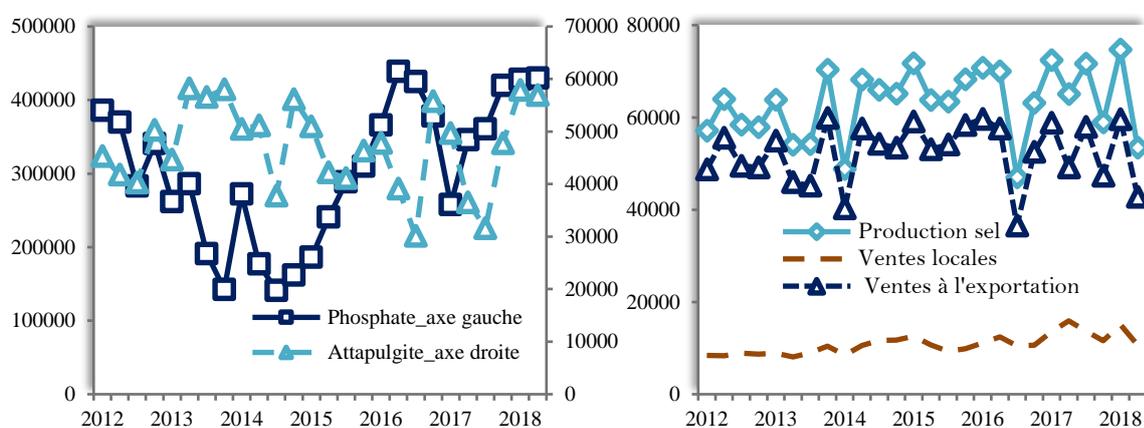
Sur un an, l'activité extractive s'est également bien orientée avec une croissance de 31,3% au deuxième trimestre 2018, attribuable à l'or (+34,5%), au phosphate (+24,3%) et à

l'attapulгите (+55,7%). La production d'or a crû grâce à des teneurs moyennes et des taux de récupérations supérieurs, malgré un tonnage de minerai plus faible. S'agissant du phosphate, l'exploitation a maintenu sa bonne dynamique de croissance, encore plus soutenue en 2018.

Pour ce qui est de l'attapulгите, la bonne orientation de la production est en rapport avec de bons plans d'expédition qui ont permis de pallier les pertes enregistrées en 2017 au port de Dakar.

Au total sur le premier semestre, l'activité extractive s'est renforcée de 24,1%, comparativement à la même période un an auparavant, tirée par le phosphate (+42,1%), l'attapulгите (+33,1%) et l'or (+19,6%). Concernant ce dernier métal, les exploitants s'attendent à dépasser leurs prévisions (210000 onces d'or) de production pour 2018 pour atteindre 225000 onces d'or.

Graphique 8: Evolution des productions (en tonnes) de phosphate et de sel



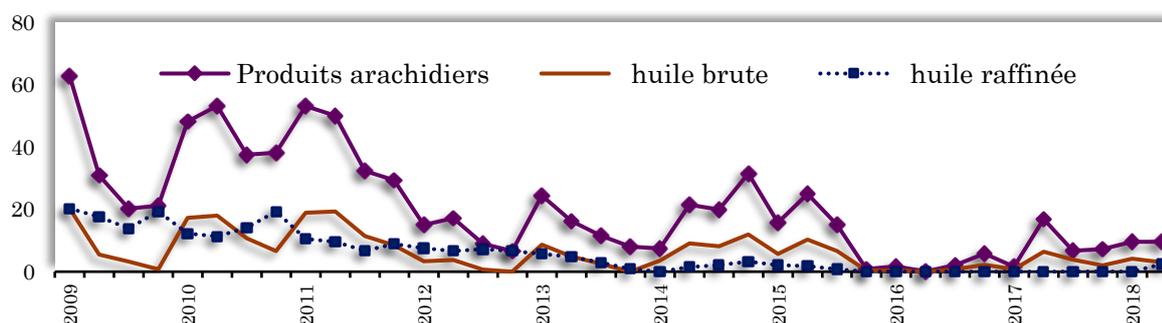
Bonne tenue de l'activité de fabrication des corps gras alimentaires, en rythme trimestriel

Au cours du deuxième trimestre de 2018, la fabrication de corps gras alimentaires s'est confortée de 12,6%, en variation trimestrielle, essentiellement portée par la reprise de la production d'huile raffinée d'arachide (2463 tonnes contre une absence de production au premier trimestre de 2018). Cette situation reflète la signature, le 13 mars 2018, d'une convention entre les acteurs de la filière huile et l'Etat du Sénégal. Le protocole d'accord vise à faciliter la commercialisation de l'huile raffinée d'arachide, à travers sa consommation au niveau local. A cet effet, il stipule la vente de toute la production locale d'huile brute d'arachide aux industriels qui sont chargés du raffinage et de la cession du produit fini aux distributeurs. Ces derniers assurent la vente totale de la production d'huile raffinée d'arachide aux consommateurs, sous peine d'être privés de quota d'importation d'autres types d'huile. Concernant les productions respectives d'huile brute d'arachide et de tourteaux, des replis de 29,1% et 22,6% sont observés entre les deux premiers trimestres de 2018.

Sur un an, la fabrication de corps gras alimentaires s'est repliée de 32,8% au deuxième trimestre 2018, en rapport avec les contreperformances de la trituration (-53,3%) et la production de tourteaux (-60,9%). Toutefois, elle s'est bien comportée (+14,7%) sur les six premiers mois de 2018, profitant particulièrement de la reprise du raffinage, consécutive à la nouvelle politique de l'Etat ci-dessus évoquée (2463 tonnes d'huile raffinée d'arachide à fin juin 2018 alors qu'aucune production n'a été réalisée un an plus tôt). S'agissant de la production d'huile brute d'arachide, un léger renforcement de 0,6% est enregistré sur le premier semestre 2018, en liaison avec l'augmentation de 95,1% du niveau de collectes de graines (187.366 tonnes de graines d'arachide à fin juin 2018 contre 96.024 tonnes un an plus tôt). Cette dernière est notamment favorisée par le durcissement des tarifs douaniers appliqués sur les exportations du produit, dans un contexte de forte production. En revanche, la production de tourteaux s'est repliée de 16,6% sur la période.

En somme, des ventes locales d'huile raffinée d'arachide (28 tonnes vendues à fin juin 2018) sont notées alors que les exportations d'huiles brutes d'arachide ont baissé de 23,6% sur les six premiers mois de l'année.

Graphique 9: Evolution de la production d'huile (en milliers de tonnes)

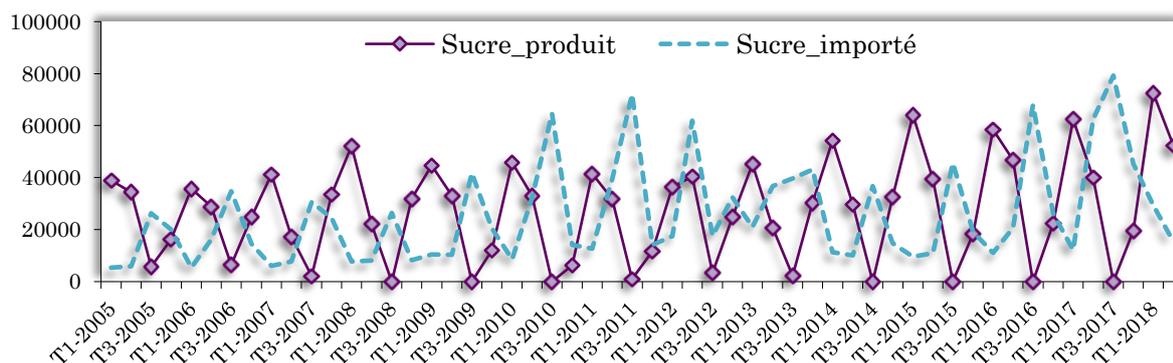


Repli de l'activité de fabrication de sucre, confiserie et chocolaterie, en variation trimestrielle

La fabrication de «sucre, confiserie et chocolaterie» a enregistré un repli trimestriel de 28%, au deuxième trimestre 2018, du fait d'une baisse saisonnière de la production de sucre, de 72.486 tonnes à

52.273 tonnes sur la période. En variation glissante sur un an, elle s'est, respectivement, affermie de 15,6% et 16% au deuxième trimestre et en cumul sur le premier semestre 2018, tirée par la production de sucre (+30,4% au deuxième trimestre et +21,7% en cumul sur les six premiers mois de 2018). Cette dernière a atteint un niveau record de 144.281 tonnes en 2017/2018, réalisant un bond de 15,5% par rapport à la campagne précédente, grâce aux efforts consentis dans le cadre du programme KT150 qui vise à produire 150 mille tonnes de sucre par le truchement d'une augmentation des superficies emblavées, d'un accroissement des rendements et d'une modernisation des raffineries.

Graphique 10: Evolution de la production (en tonnes) de sucre



Progression de l'activité d'«égrenage de coton et fabrication de textile», en rythme trimestriel

Durant le deuxième trimestre 2018, l'activité d'«égrenage de coton et fabrication de textiles» a respectivement progressé de 112,1% et 96,3% en rythme trimestriel et relativement au même trimestre un an plus tôt. La production de coton s'est, en effet,

bien comportée, en phase avec l'augmentation des commandes, notamment étrangères.

Sur les six premiers mois de 2018, il est toutefois noté une contraction (-7,7%) de la branche, comparativement à la même période un an auparavant. Ce faible résultat reflète les difficultés rencontrées ces dernières années, notamment relatives à l'irrégularité de la pluviométrie et à la perte de compétitivité de la culture de coton par rapport à d'autres spéculations.

Hausse de la production d'énergie, en variation trimestrielle

La production d'énergie s'est renforcée de 3,5%, entre les deux premiers trimestres de l'année 2018. Cette performance est attribuable aux ventes d'électricité qui se sont confortées de 4,3% pour atteindre à 762,7

gigawatt/h. En particulier, les consommations de basse tension ont cru de 2,8%, en rapport avec l'augmentation de la clientèle, sous-tendue par une urbanisation galopante. A l'inverse, la production d'eau potable s'est légèrement repliée (-0,1%) sur la période.

En glissement annuel, la production d'énergie s'est accrue de 2,2%, au deuxième trimestre 2018, essentiellement, soutenue par les ventes d'électricité (+2,4%). Ces dernières sont tirées par les consommations en moyenne (+6,5%) et haute (+37,0%) tension, à la faveur de la consolidation l'activité industrielle. Pour sa part, la production d'eau potable s'est relevée de 1,2% durant le deuxième trimestre 2018.

En cumul sur les six premiers mois de 2018, la production d'énergie s'est également confortée (+3,3%) sur un an, en liaison avec les accroissements respectifs des consommations basse (+3,4%) et moyenne (+7,6%) tensions, induits par l'augmentation de la clientèle.

Raffermissement du raffinage du pétrole, en variation trimestrielle

En rythme trimestriel, l'activité de raffinage de pétrole s'est raffermissée de 17,7% au deuxième trimestre 2018, en phase avec l'augmentation (+15,2%) des importations d'huiles brutes de pétrole sur la période.

Par contre, sur une base annuelle, elle s'est respectivement contractée de 16% et 20,4% au deuxième trimestre et en cumul sur le premier semestre 2018. Ces contreperformances s'expliquent essentiellement par des conditions financières moins favorables, sous-tendues par la forte remontée du prix international du baril de Brent (+35,3%).

Confortation des industries chimiques

Au deuxième trimestre 2018, les industries chimiques sont marquées par une hausse trimestrielle de 1,1% de la production, principalement tirée par l'acide phosphorique (+2,7%), à la faveur des travaux de maintenance intervenus sur la période. A l'inverse, la production d'engrais solide (-44,8%) a subi les contrecoups de la contraction des demandes locale (-14%) et étrangère (-92%), consécutive à la forte concurrence du produit d'origine marocaine.

En glissement annuel, un léger repli (-0,3%) de la fabrication de produits chimiques est observée au deuxième trimestre 2018, en liaison avec l'acide phosphorique (-3,9%), l'engrais solide (-27,2%) et la fabrication de produits pharmaceutiques (-0,2%). L'engrais solide a, en particulier, pâti du repli de la demande.

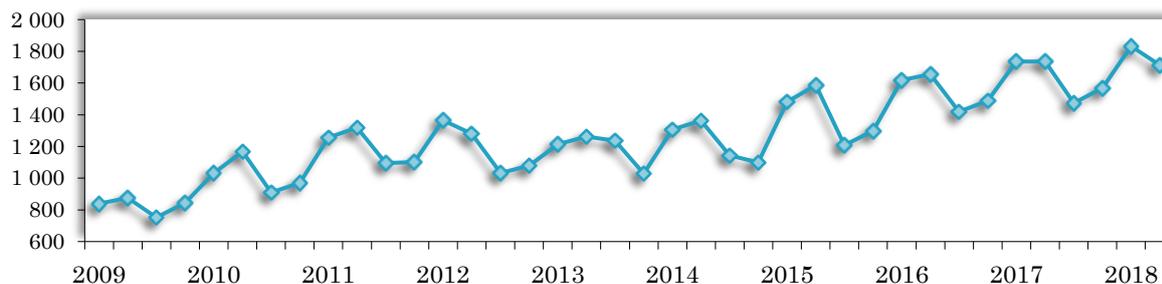
Au total, une croissance de 6,3% de la fabrication de produits chimique est enregistrée sur les six premiers mois de 2018, particulièrement soutenue par la production d'acide phosphorique (+17,8%) qui a profité d'importants investissements réalisés pour accroître le rendement des équipements.

Repli trimestriel de la production de ciment

En variation trimestrielle, la production de ciment du deuxième trimestre 2018 s'est repliée de 6,4%, à la fois plombée par les demandes étrangère (-10,6%) et locale (-6,1%). Sur une base annuelle, elle s'est, en revanche, raffermissée de 2,9%, soutenue par la demande locale (+20,9%), à la faveur des grands travaux de l'Etat et de l'accroissement de la demande privée.

Sur le premier semestre de 2018, une progression (+4,3%) de la production de ciment est également notée, portée par la demande locale (+34,6%) qui a, notamment, tiré profit d'une baisse des prix intérieurs (-1,7% en moyenne sur les six premiers mois de 2018). Pour leur part, les exportations de ciment se sont contractées de 30,6% sur la période, fortement concurrencées par les achats en provenance du Maroc, de la Côte d'Ivoire et de l'Inde, jugé plus compétitif en termes de prix.

Graphique 11: Evolution de la production de ciment (en milliers de tonnes)



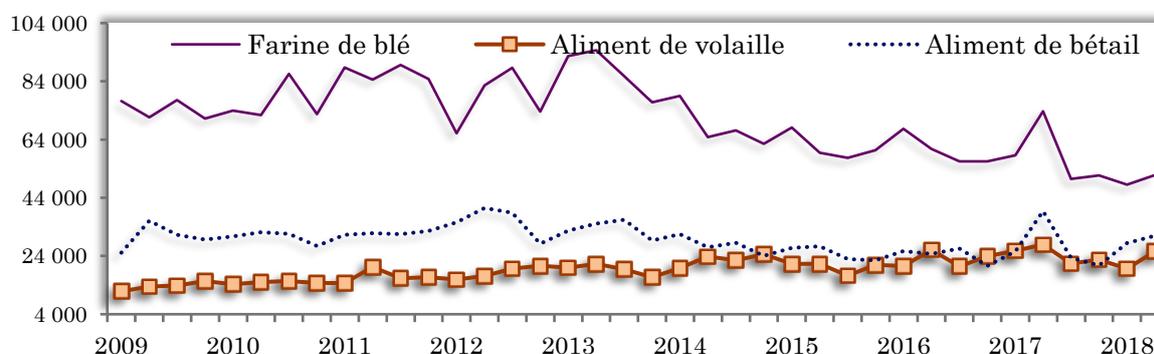
Hausse de l'activité des industries meunières, en variation trimestrielle

En variation trimestrielle, l'activité des industries meunières s'est confortée de 10,6%, au deuxième trimestre 2018, en liaison avec les hausses respectives des productions de farine de blé (+6,7%) et d'aliments de volaille (+30,1%). Ces dernières s'expliquent,

notamment, par les fortes demandes enregistrées à l'occasion de la fin du jeun musulman. La production d'aliments de bétail a, également, progressé de 8,9% sur la période.

Sur une base annuelle, des replis respectifs des industries meunières sont enregistrés au deuxième trimestre (-1,8%) et en cumul sur le premier semestre de 2018 (-8,7%). Sur cette dernière période, des reculs respectifs observés de la production de farine de blé (-24,2%), d'aliments de volaille (-15,9%) et d'aliments de bétail (-8,6%) sont notamment notés. Au total, les contreperformances, sur une base annuelle, des industries meunières restent toujours liées à la faiblesse des prix intérieurs, la concurrence des importations de farine et pâtes alimentaires et aux difficultés de recouvrement des créances dans un contexte marqué par la recrudescence des chèques impayés. Par ailleurs, l'installation de plusieurs minoteries dans les pays de la sous-région et les difficultés d'accès à certains marchés (particulièrement en Guinée) ont considérablement freiné les possibilités de ventes à l'étranger.

Graphique 12: Evolution des productions (en tonnes) dans la minoterie



Repli de l'activité de fabrication de tabac, en variation trimestrielle

L'activité de « fabrication de tabac et de produits à base de tabac » est caractérisée par une légère contraction (-0,9%) entre les deux premiers trimestres de l'année 2018, en rapport avec une baisse de la

demande intérieure pendant la période du jeun musulman.

Sur une base annuelle, des replis plus marqués de la production de « tabac et articles à base de tabac » sont observés au deuxième trimestre (-11,5%) et en cumul sur les six premiers mois (-9,8%) de 2018. En effet, l'activité est fragilisée par la surabondance de produits d'origine frauduleuse sur le marché local. En outre, l'application de la directive de la CEDEAO portant harmonisation des droits d'accises sur le tabac a augmenté la taxe sur le produit.

Repli de l'activité de fabrication de cuir en rythme trimestriel

Au deuxième trimestre 2018, la branche de « fabrication du cuir et d'articles en cuir » a respectivement reculé de 75,6 % en variation trimestrielle et 30,9% en glissement annuel, suite à un arrêt de production.

Néanmoins, une croissance de la branche de 28,7% est relevée en cumul sur le semestre 2018, à la faveur de l'octroi, aux unités de production de la zone industrielle de Mbao, du statut d'entreprise franche d'exportation (EFE), après une longue période d'incertitude.

II.1.3. SECTEUR TERTIAIRE

La dynamique du secteur tertiaire s'est traduite par un affermissement de 1,7% de l'activité, entre les deux premiers trimestres de 2018, essentiellement soutenu par les « transports et télécommunications » (+7,4%), le commerce (+1,2%) et les services financiers (+1,1%).

En variation glissante sur un an, une confortation (+4,3%) du secteur tertiaire est, également, notée au deuxième trimestre 2018, principalement tirée par le commerce (+6,2%) et les « transports et télécommunications » (+4,9%).

La croissance du tertiaire sur les six premiers mois de l'année est, quant à elle, ressortie à 6,3% en rythme annuel, particulièrement portée par le commerce (+6,6%), les « transports et télécommunications » (+5,6%) et les activités immobilières (+13,4%). Les services financiers (+7,5%) et d'« hébergement et restauration » (+5,5%) se sont aussi bien comportés sur la période.

Graphique 13: Evolution de l'indice des activités du secteur tertiaire

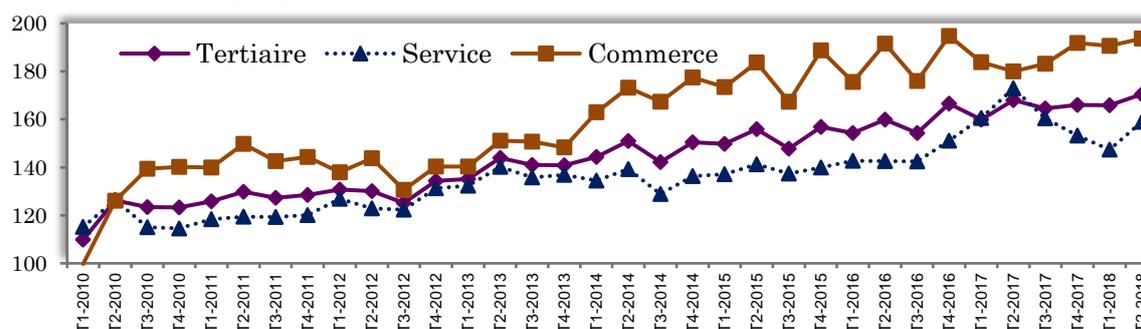


Tableau 5: Evolution de l'indice du secteur tertiaire (base 100 = 2006)

SECTEUR TERTIAIRE	Pond (2015)	2017	2018		Variation en %		
		Trim 2 (1)	Trim 1 (2)	Trim 2 (3)	Trim (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	Cumul
TERTIAIRE	53,6	163,2	167,5	170,3	1,7	4,3	6,3
Commerce	17,3	181,0	189,9	192,2	1,2	6,2	6,6
Transports et Télécommunications	15,0	177,8	173,6	186,4	7,4	4,9	5,6
Transports	3,8	147,7	152,5	161,9	6,1	9,6	12,4
Postes et Télécommunications	11,2	188,8	181,4	195,4	7,7	3,5	3,7
Activités de santé et action sociale	2,0	160,1	151,4	137,5	-9,2	-14,1	-14,6
Services d'hébergement et restauration	0,7	100,7	125,1	101,8	-18,7	1,1	5,5
Services financiers	4,5	150,6	149,7	151,3	1,1	0,5	7,5
Activités immobilières	5,6	63,6	77,4	58,2	-24,9	-8,6	13,4
Autres services	8,9	177	184	191	3,8	7,9	9,0

Source : DPEE

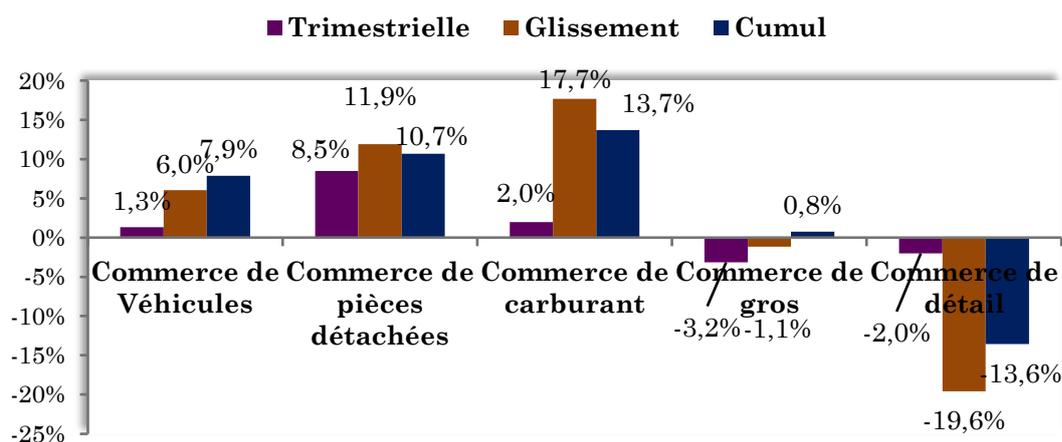
II.1.3.1: Le sous-secteur du commerce

Bonne tenue de l'activité commerciale

L'amélioration trimestrielle de l'activité commerciale (+1,2%) est principalement tirée par les ventes de carburant (+2,0%) et de pièces détachées (+8,5%). Le commerce en gros de matériaux de construction (+16,2%), celui de produits agricoles (+4,6%) ainsi que les ventes de véhicules (+1,3%) se sont également bien orientés.

Les consolidations respectives, sur un an, du sous-secteur au deuxième trimestre 2018 et en cumul sur les six premiers mois de l'année sont, de même, singulièrement portées par les ventes de carburant (+17,7% au deuxième trimestre et +13,7% sur le premier trimestre 2018) et de pièces détachées (+11,9% au deuxième trimestre et +10,7% sur le premier trimestre 2018). Ces dernières ont, en effet, profité d'un accroissement de la demande intérieure, dans un contexte de renforcement du parc automobile et de maintenance du matériel agricole et industriel.

Graphique 14: Evolution de l'activité dans le commerce



II.1.3.2: Le sous-secteur des services

Affermissement trimestriel des « Transports et télécommunications »

Relativement au trimestre précédent, la branche des « transports et télécommunications » a progressé de 7,4% au deuxième trimestre 2018, sous les effets simultanés des « postes et télécommunications » (+7,7%) et du transport (+6,1%). En particulier, les télécommunications ont bénéficié d'une baisse substantielle des tarifs qui a entraîné une importante confortation des volumes échangés. Pour sa part, le transport a été surtout soutenu par les activités du « port et des auxiliaires de transports » (+8,6%) et du transport aérien (+44,6%).

Les bonnes orientations des « postes et télécommunication » et du transport ont, également, principalement, expliqué les croissances respectives, en rythme annuel, de la branche des

« transports et télécommunication », au deuxième trimestre (+4,9%) et en cumul sur le premier semestre 2018 (+5,6%).

*La téléphonie mobile,
leader du marché des
télécommunications*

La téléphonie mobile, leader du marché, a réalisé un parc global de 16 080 844 lignes au 30 juin 2018, soit une progression trimestrielle de 0,6%. Sur une base annuelle, le parc mobile a augmenté de 2,0% à fin juin 2018. Pour sa part, le volume cumulé des communications émises est ressorti à 5,62 milliards de minutes entre avril et juin 2018, contre 5,8 milliards au premier précédent de l'année, soit une hausse de 1,1%. En rythme annuel, il s'est renforcé de 2,4%. S'agissant du trafic de messages texte (SMS), 592,4 millions d'unités ont été émises au deuxième trimestre de 2018, en hausse de 0,8% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, une hausse de 13,5% du nombre de messages texte est, également, relevée. Au total, le taux de pénétration de la téléphonie mobile a atteint 105,4% à fin juin 2018, s'améliorant de 0,6 point par rapport à fin mars.

Concernant la téléphonie fixe, le parc global de lignes a légèrement baissé de 0,1% au deuxième trimestre de 2018 pour s'établir à 289 137 lignes à fin juin 2018, en liaison avec les lignes résidentielles (-0,3%). En revanche, le parc de lignes fixes du deuxième trimestre 2018 s'est légèrement renforcé (+0,2%) sur une base annuelle. Au final, le taux de pénétration dans ce segment de marché est ressorti à 1,9% à fin juin 2018.

Enfin, le parc global du marché de l'internet s'est situé à 10 308 093 lignes à fin juin 2018, augmentant de 2,3% en rythme trimestriel. Sur un an, une croissance (+14,9%) du parc de l'internet est aussi observée, au deuxième trimestre 2018. Le taux de pénétration sur ce marché s'est établi à 67,6% à fin juin 2018.

*Contraction des services
d'hébergement et restauration,
en variation trimestrielle*

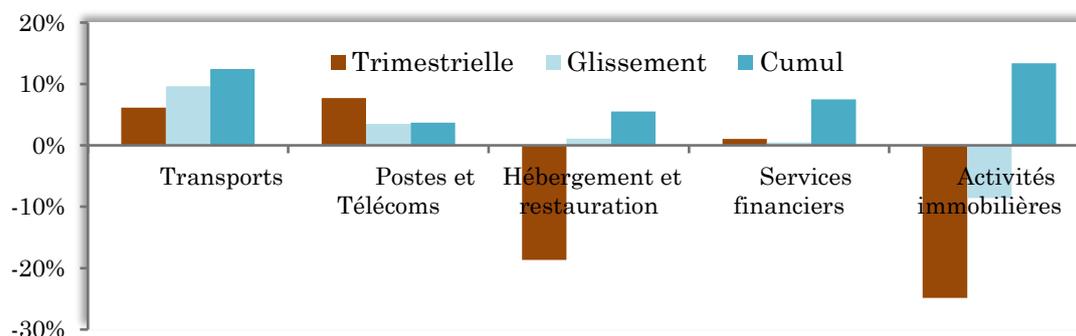
Au deuxième trimestre 2018, les services d'hébergement et de restauration se sont contractés de 18,7%, en variation trimestrielle, la basse saison touristique ayant débuté en début de période. Des expansions respectives de la branche de 1,1% et 5,5% sont, par contre, relevées au deuxième trimestre et en cumul sur le premier semestre 2018, notamment, soutenues par le tourisme d'affaire dans un contexte sécuritaire relativement favorable.

*Renforcement des services
financiers*

Un modeste renforcement de 1,1% des services financiers est noté entre les deux premiers trimestres de 2018. Sur une base annuelle, à la faveur, du gonflement (+6,1% sur les six premiers mois) de

l'encours des créances du système bancaire au secteur privé, les services financiers se sont raffermis de 0,5% au deuxième trimestre et de 7,5% sur le premier semestre 2018.

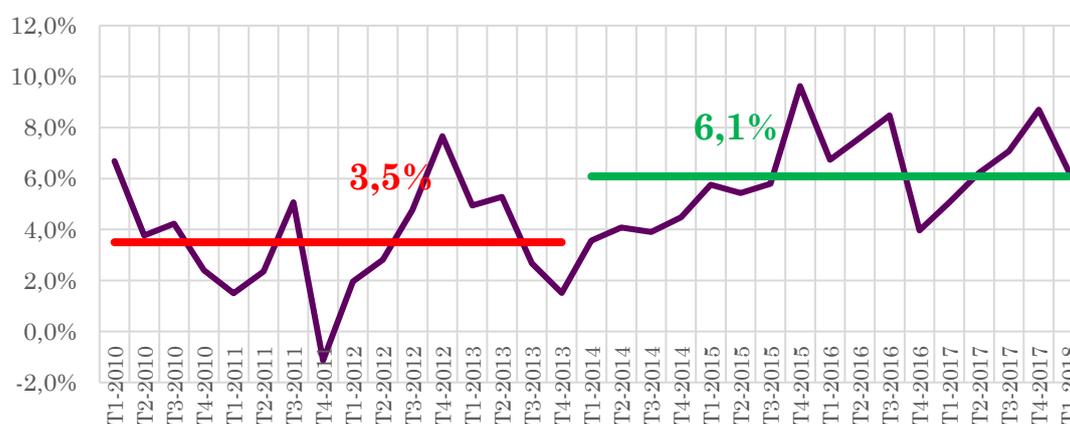
Graphique 15 : Evolution de l'activité dans les services



II.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE RECENTE : UNE ANALYSE PAR LA DEMANDE⁴

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité économique sur la période récente fait ressortir une accélération de la croissance depuis 2014, à la faveur de la mise en œuvre du nouveau plan de développement économique et social, le Plan Sénégal Emergent (PSE). En effet, la croissance trimestrielle du PIB, mesurée sur une base annuelle, s'est établie à 6,1% en moyenne sur la période 2014-2018, contre 3,5% sur la période 2010-2013.

Graphique 16 : Evolution de la croissance du PIB trimestriel (en glissement)



La décomposition de la croissance du PIB trimestriel par la demande montre une prépondérance de la contribution de la consommation. Cette dernière s'est située, en moyenne, à 4,3% sur la période 2014-2018 contre 2,0% entre 2010 et 2013, notamment favorisée par l'accroissement des revenus des ménages, consécutif aux politiques de

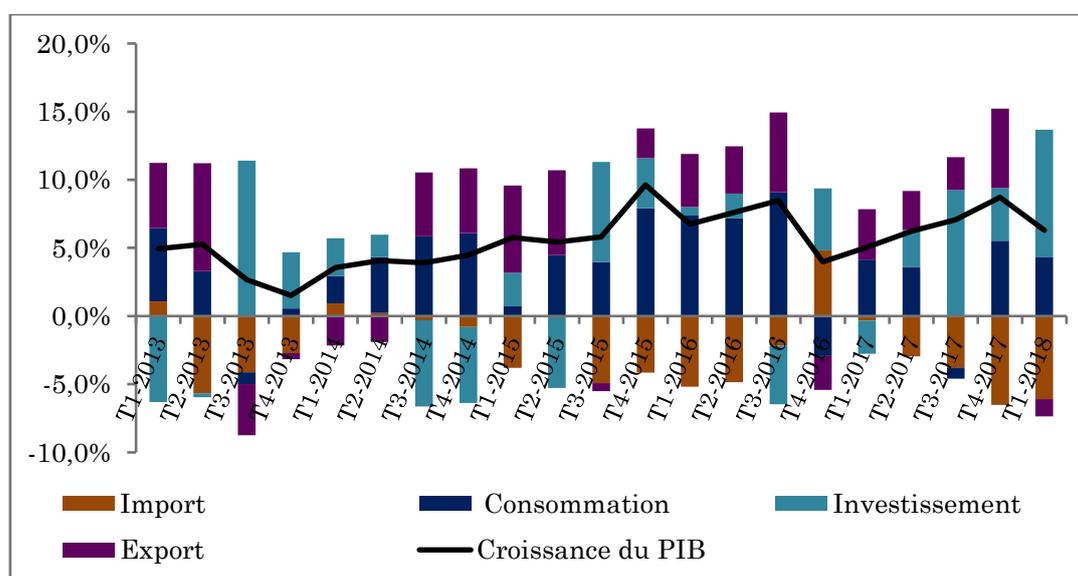
⁴ Le calcul des composantes du PIB, par la demande, a été effectué par étalonnage – calage des comptes nationaux sur la base d'indicateurs conjoncturels pertinents. La technique des acquis, appliquée au PIB en volume et ses composantes par la demande a, également, permis de réaliser des prévisions de la croissance à très court terme qui feront l'objet de publication au courant du second semestre de l'année en cours.

diminution des taxes sur le revenu et le capital ainsi qu'à l'octroi de bourses familiales aux populations démunies, dans un contexte marqué par une faible évolution des prix des denrées alimentaires de première nécessité et des produits énergétiques.

Au titre de l'investissement, la contribution à la croissance est ressortie à 2,7% entre 2014 et 2018 contre seulement 0,8% sur la période 2010-2013. L'apport de l'investissement à la croissance, sur la période 2014-2018, est largement attribuable aux grands projets publics et privés. Ces derniers sont sous-tendus par les importantes politiques de réalisation d'infrastructures, d'aménagement du territoire, de modernisation de l'agriculture, de production d'énergie et de relance de l'activité industrielle, notamment chimique, avec la restructuration des ICS.

S'agissant du commerce extérieur, la contribution des exportations de biens et services à la croissance du PIB est estimée à 2,0% en moyenne entre 2014 et 2018, contre 1,9% sur la période 2010-2013. Le regain d'exportations de biens sur la période sous revue est attribuable aux produits alimentaires (+48,7%), au ciment hydraulique (+33,0%), aux engrais minéraux et chimiques (+132,4%) et à l'acide phosphorique (+103,6%). Les ventes à l'étranger de zircon et d'or brut non monétaire ont, aussi, considérablement soutenu le volume des exportations sur les quatre dernières années. En revanche, les importations ont davantage pesé sur la croissance du PIB, leur contribution passant de -1,2%, en moyenne trimestrielle, entre 2010 et 2013 à -2,9% sur la période 2014-2018. Cette évolution est, notamment, en phase avec les importants achats de biens d'équipements dans le cadre des projets d'investissement du nouveau plan de développement économique.

Graphique 17 : Evolution des contributions à la croissance en glissement



II.3. EMPLOI ET OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

II.3.1. Emploi salarié dans le secteur moderne

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié du secteur moderne s'est replié de 2,3% en rythme trimestriel, les effectifs ayant reculé aussi bien dans le secondaire (-4,1%) que dans le tertiaire (-0,1%). Sur une base annuelle, l'emploi salarié a progressé de 9,4% à fin juin 2018, principalement tiré par le secondaire (+15,6%).

Tableau 6: Indice de l'emploi dans le secteur moderne

EMPLOI	POND	2017	2018		Variation (%)	
		T2 (1)	T1 (2)	T2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
SECONDAIRE	475,6	141,4	170,3	163,4	-4,1	15,6
TERTIAIRE	524,4	120,7	124,4	124,3	-0,1	2,9
INDICE D'ENSEMBLE	1000	130,6	146,2	142,9	-2,3	9,4

Source : DPEE

✓ L'emploi dans le secteur secondaire

Le nombre de salariés dans le secteur secondaire a baissé de 4,1%, entre les deux premiers trimestres de 2018. Cette situation est essentiellement attribuable aux activités extractives (-6,6%), à l'«égrenage de coton et la fabrication de textiles» (-8,6%), la fabrication de produits métallurgiques (-7,4%), la «fabrication de machines et matériels électriques» (-8,3%), les industries chimiques (-2,9%) et les BTP (-13,8%). A l'inverse, des créations nettes d'emplois sont, notamment, observées dans les fabrications d'articles en bois (+7,7%) et de matériaux de construction (+2,3%).

Sur un an, l'effectif salarié du secteur secondaire s'est considérablement accru (+15,6%) à fin juin 2018, particulièrement porté par le sous- secteur industriel (+16,7%). En particulier, les salariés des industries chimiques ont cru de 30,2%, surtout dans les industries pharmaceutiques et de fabrication de «savons, parfums et produits d'entretien». Des créations nettes d'emplois sont, de même, observées dans les BTP (+9,5%), la production d'énergie (+9,4%), l'«édition, imprimerie et reproduction» (+11,3%), la «fabrication de machines et matériels électriques» (+10,2%) et l' «égrenage de coton et la fabrication de textile» (+17,2%).

Tableau 7: Indice de l'emploi dans le secondaire (base 100 = 2010)

EMPLOI	POND	2017	2018		Variation (%)	
		T2 (1)	T1 (2)	T2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
SECONDAIRE	475,6	141,4	170,3	163,4	-4,1	15,6
INDUSTRIE	354,2	160,2	191,1	187,0	-2,1	16,7
ACTIVITES EXTRACTIVES	8,1	180,0	181,4	169,5	-6,6	-5,8
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	124,2	98,3	106,9	105,6	-1,2	7,4
EGRENNAGE DE COTON ET FABRICATION DE TEXTILES	15,6	160,0	205,2	187,5	-8,6	17,2
FABRICATION DE CUIR	2,1	100,0	98,3	95,8	-2,6	-4,2
FABRICATION D'ARTICLES EN BOIS	7,9	107,3	108,4	116,7	7,7	8,8
FABRICATION DU PAPIER, CARTON	10,3	44,1	41,6	41,5	-0,1	-5,9
EDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION	7,2	89,2	99,5	99,3	-0,2	11,3
INDUSTRIES CHIMIQUES	65,6	383,3	513,9	499,2	-2,9	30,2
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU PLASTIQUES	29,4	125,1	124,8	125,5	0,6	0,4
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	20,4	146,1	148,6	152,0	2,3	4,1
FABRICATION DE PRODUITS METALLURGIQUES	16,9	81,4	89,1	82,6	-7,4	1,5
FABRICATION DE MACHINES ET DE MATERIELS	3,3	237,6	285,7	261,9	-8,3	10,2
CONSTRUCTION ET REPARATIONS NAVALES	5,2	126,1	123,7	124,7	0,8	-1,1
AUTRES ACTIVITES DE FABRICATION	10,2	56,1	45,2	53,2	17,7	-5,2
ENERGIE	28,1	116,3	127,1	127,3	0,1	9,4
BATIMENTS TP CONSTRUCTIONS	121,4	86,5	109,9	94,7	-13,8	9,5
TRAVAUX DE PREPARATION DE SITES ET CONSTRUCTION DE BTP	112,7	83,8	109,6	92,9	-15,3	10,9
TRAVAUX D'INSTALLATIONS ET DE FINITION	8,7	122,4	113,9	118,8	4,3	-2,9

Source : DPEE

✓ L'emploi dans le secteur tertiaire

Dans le secteur tertiaire, l'emploi s'est légèrement replié de 0,1% entre les premier et deuxième trimestres 2018, en liaison avec l'évolution des effectifs des services (-0,2%). En effet, des pertes nettes d'emplois sont, particulièrement, notées dans le «transport et les auxiliaires de transport» (-5,7%), les services d'«hôtellerie et restauration» (-3,8%) et les services immobiliers (-2,5%). En revanche, les «postes et télécommunications», l'éducation, la santé et le commerce ont enregistré des hausses respectives de 2,1%, 3,2%, 2% et 0,4% de leurs emplois salariés.

En glissement annuel, le nombre de salariés du secteur tertiaire a augmenté de 2,9%, à fin juin 2018. Les créations nettes de postes sont surtout relevées dans l'«hôtellerie et la restauration» (+12%), les postes et télécommunications (+15,5%), les banques et assurances (+2,6%), la santé (+6,4%) et l'éducation (+2,5%). Dans le commerce, l'emploi salarié a progressé de 2,6% à la fin du deuxième trimestre 2018.

Tableau 8: Indice de l'emploi dans le tertiaire (base 100 = 2010)

EMPLOI	POND	2017	2018		Variation (%)	
		T2(1)	T1 (2)	T2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
TERTIAIRE	524,4	120,7	124,4	124,3	-0,1	2,9
SERVICES	412,4	117,1	120,9	120,6	-0,2	3,0
HOTELS-BARS-RESTAURANTS	65,7	93,1	108,3	104,2	-3,8	12,0
TRANSPORT ET AUXILIAIRES DE TRANSPORT	82,3	153,7	143,2	135,0	-5,7	-12,2
POSTES ET TELECOMMUNICATION	49,2	122,2	138,2	141,1	2,1	15,5
BANQUES ET ASSURANCES	46,6	129,7	132,4	133,1	0,6	2,6
SERVICES IMMOBILIERS	19,0	70,9	67,5	65,9	-2,5	-7,1
SANTE	9,6	126,9	132,4	135,0	2,0	6,4
EDUCATION	8,2	101,1	100,4	103,6	3,2	2,5
AUTRES SERVICES	131,9	106,8	110,9	115,7	4,3	8,3
COMMERCE	112,0	134,1	137,1	137,7	0,4	2,6
COMMERCE DE VEHICULES ET ACCESSOIRES	19,8	77,8	76,2	74,6	-2,2	-4,1
COMMERCE DE CARBURANT	10,3	118,0	119,0	116,8	-1,8	-1,0
AUTRES COMMERCES	81,9	149,8	154,1	155,6	0,9	3,8

Source : DPEE

II.3.2. Opinion des chefs d'entreprise

Le climat des affaires s'est légèrement dégradé au deuxième trimestre 2018, comparativement au trimestre précédent. En effet, l'indicateur qui le synthétise, calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises, s'est replié de 0,4 point de pourcentage pour s'établir en dessous de sa moyenne de long terme. Sur un an, l'indice de climat des affaires s'est globalement conforté de 0,9 point au deuxième trimestre 2018.

Tableau 9: Indicateur de climat des affaires*

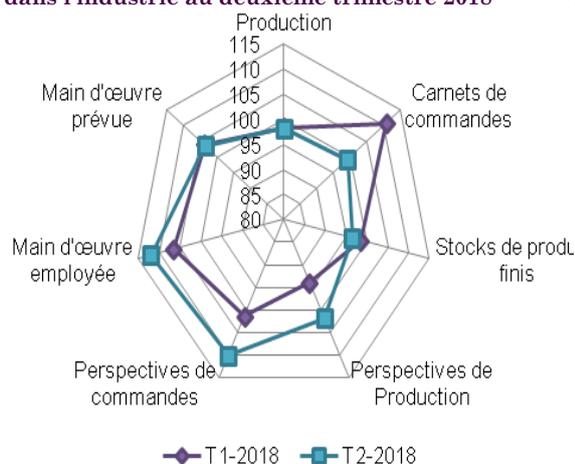
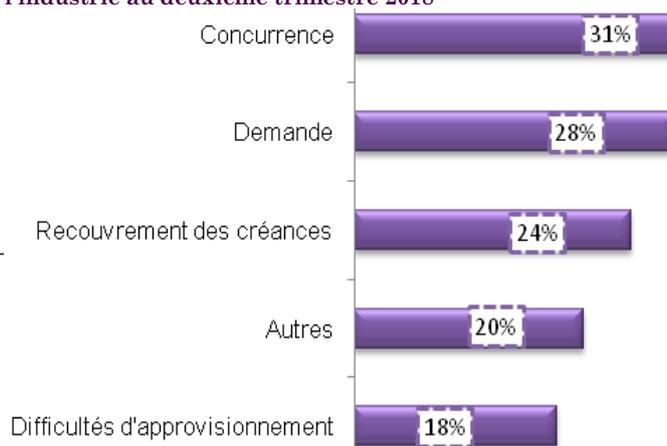
Climat des affaires	Moyenne de long terme	T2-2017	T1-2018	T2-2018
INDICATEUR SYNTHETIQUE	100	98.0	99.3	98.9
INDUSTRIE	100	104.5	101.1	102.0
BTP	100	103.3	97.0	96.1
SERVICES	100	94.0	98.7	97.2
COMMERCE	100	97.3	99.1	99.6

Source : DPEE

*Normalisé de moyenne 100 et d'écart type 10

Les industriels interrogés ont, pour la plupart, indiqué la concurrence supposée déloyale (31%), l'insuffisance de la demande (28%) et les difficultés de recouvrement des créances (24%) comme les principales contraintes à l'activité, au deuxième trimestre 2018.

Néanmoins, le climat des affaires a légèrement progressé (+0,9 points) dans le sous-secteur, en rythme trimestriel, notamment porté par les bonnes orientations des soldes d'opinions respectifs sur la main d'œuvre employée, les perspectives de commande et les attentes de production. Il est également resté au-dessus de sa moyenne de long terme. Sur un an, l'indice de climat des affaires du sous-secteur industriel a, par contre, reculé de 2,5 points, au deuxième trimestre 2018.

Graphique 18 : Opinion des chefs d'entreprises dans l'industrie au deuxième trimestre 2018**Graphique 19 : Principales contraintes à l'activité dans l'industrie au deuxième trimestre 2018**

Au niveau des BTP, les entrepreneurs interrogés ont majoritairement désigné les difficultés de recouvrement des créances (100%), la concurrence supposée déloyale (34%), les charges fiscales (32%), l'accès au foncier (29%), la vétusté des équipements (29%) et l'insuffisance de la demande (27%) comme les principales entraves à l'activité.

En somme, le climat des affaires du sous-secteur s'est dégradé entre les deux premiers trimestres de l'année et est resté en dessous de sa moyenne de long terme, en rapport avec les soldes d'opinion des entrepreneurs sur les carnets de commandes, l'activité et l'emploi de main-d'œuvre. Sur un an, l'indicateur de climat des affaires des BTP s'est replié de 7,2 points au deuxième trimestre 2018.

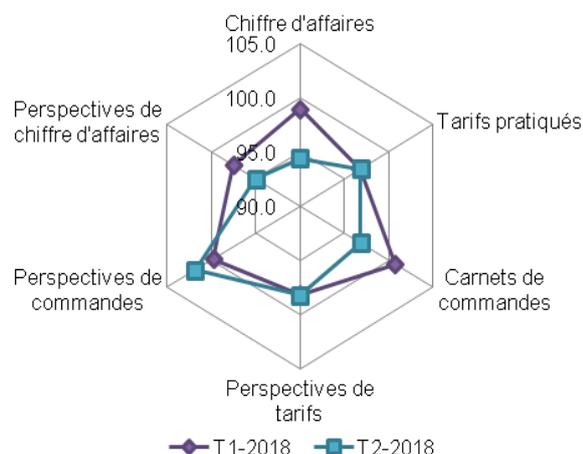
Graphique 20 : Opinion des chefs d'entreprises dans les BTP au deuxième trimestre 2018**Graphique 21 : Principales contraintes à l'activité dans les BTP au deuxième trimestre 2018**

Les difficultés de recouvrement des créances (49%), la concurrence supposée déloyale (37%) et la faiblesse du niveau de la demande (23%) sont les principales difficultés déplorées par les prestataires de services, au deuxième trimestre 2018.

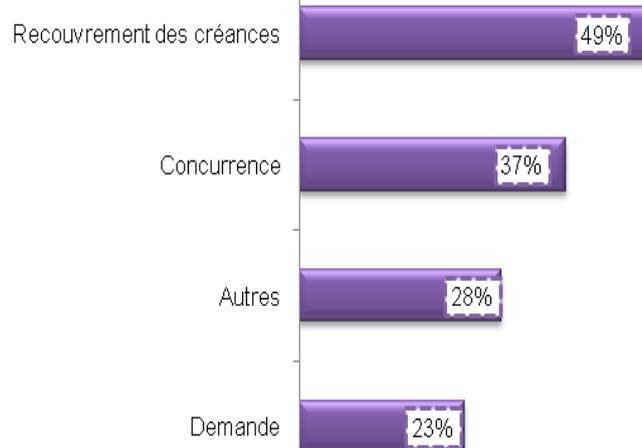
Au total, le climat des affaires s'est détérioré, au deuxième trimestre 2018, dans les services, comparativement au trimestre précédent. Il est également resté en dessous de son niveau moyen. En effet, les soldes d'opinion des prestataires sur les carnets de commandes et le

chiffre d'affaires (évolution récente et perspectives) se sont particulièrement repliés sur la période. Sur une base annuelle, le sous-indice de climat des affaires des services s'est, toutefois, consolidé de 3,2 point, au deuxième trimestre 2018.

Graphique 22 : Opinion des chefs d'entreprises dans les services au deuxième trimestre 2018



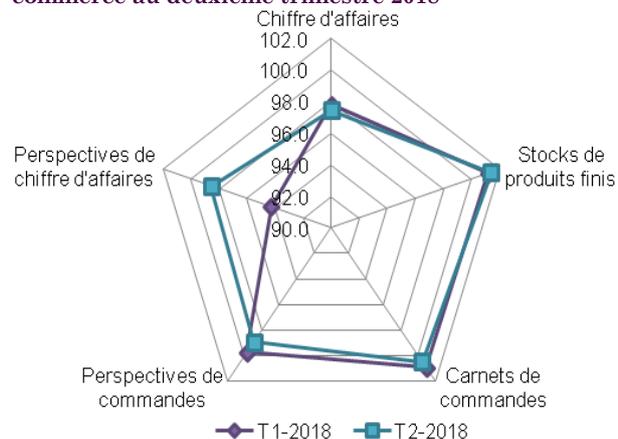
Graphique 23 : Principales contraintes à l'activité dans les services au deuxième trimestre 2018



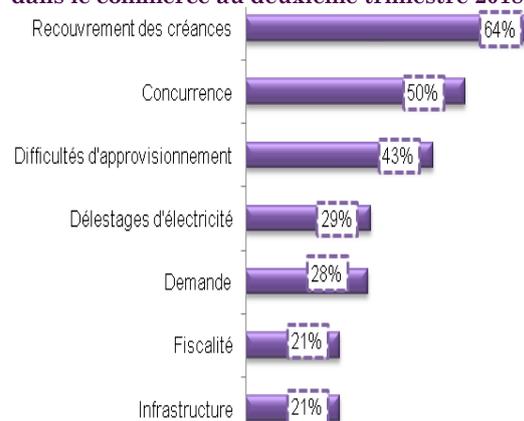
Dans le sous-secteur du commerce, les chefs d'entreprises interrogés ont, principalement, cité les difficultés persistantes de recouvrement des créances (64%) et la concurrence jugée déloyale (50%) comme étant les principales contraintes à l'activité.

Cependant, le climat des affaires s'est légèrement bonifié dans le sous-secteur, entre les deux premiers trimestres de l'année, à la faveur, d'une bonne orientation du solde d'opinion sur les perspectives de chiffre d'affaires. Il est, toutefois, resté légèrement en dessous de la moyenne de longue durée. En glissement annuel, l'indicateur de climat des affaires des services s'est raffermi de 2,3 points, au deuxième trimestre 2018.

Graphique 24 : Opinion des chefs d'entreprises dans le commerce au deuxième trimestre 2018



Graphique 25 : Principales contraintes à l'activité dans le commerce au deuxième trimestre 2018



II.4. INFLATION ET COMPETITIVITE

II.4.1 Inflation

Au deuxième trimestre 2018, les prix à la consommation ont reculé de 1,9%, par rapport au trimestre précédent, en liaison avec les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-4,6%). Comparativement à la même période un an auparavant, le niveau général des prix a, en revanche, progressé de 0,2%, principalement portés par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,5%), les services d'hôtellerie et de restauration (+1,8%) et la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (0,5%). Sur les six premiers mois de 2018, l'inflation annuelle est ressortie à 0,5%, en moyenne.

Pour sa part, l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais) du deuxième trimestre 2018 s'est établie à -0,4% sur une base trimestrielle et à -0,1% en glissement annuel. Sur le premier semestre 2018, l'inflation sous-jacente annuelle est située à 0,1%.

En termes d'origine, au deuxième trimestre 2018, les prix des produits locaux se sont repliés de 2,6%, en rythme trimestriel, contre un raffermissement de 0,9%, en variation glissante sur un an. S'agissant des prix des produits importés, des baisses respectives de 0,3% et 1,3% sont notées en rythme trimestriel et sur un an.

Graphique 26 : Evolution de l'indice des prix à la consommation base 100 en 2008

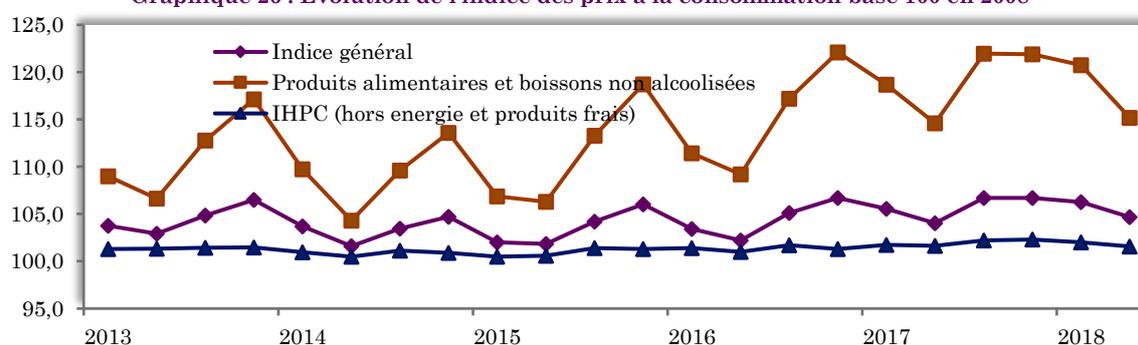


Tableau 10: Evolution des prix selon l'origine des produits

	Pond.	2017			2018			Variation (%)	
		T2 (1)	T1 (2)	T2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Inflation		
Produits Importés	7061	98,0	97,0	96,7	-0,3	-1,3	-1,0		
Produit locaux	2939	106,8	110,6	107,7	-2,6	0,9	1,1		
Indice global	10000	104,0	106,3	104,3	-1,9	0,2	0,5		

Source : ANSD

Baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées en variation trimestrielle

En variation trimestrielle, les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » se sont contractés de 4,6%, au deuxième trimestre 2018. Cette situation découle principalement de la forte baisse du prix du poisson frais (-20,9%), face à la bonne orientation des prises de la pêche artisanale. En glissement annuel, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées se sont, par contre, renchérissés de 0,5% au deuxième trimestre et de

1,1% en moyenne sur le premier semestre 2018, particulièrement soutenus par le poisson frais et les « légumes frais en fruits ou racines ». La hausse des prix du poisson frais sur un an est sous-tendue par la contraction des débarquements de la pêche artisanale.

Baisse des prix de l'hôtellerie et de la restauration en variation trimestrielle

Les prix des services d'hôtellerie et de restauration se sont repliés de 0,1%, entre les deux premiers trimestres de 2018. En revanche, sur une base annuelle, « l'hôtellerie et la restauration » s'est respectivement renchérie de 1,8% et 2% au deuxième trimestre et en moyenne sur le premier semestre 2018, en rapport avec le renforcement de la demande.

Le logement et l'énergie sont plus chers au deuxième trimestre 2018

Relativement au trimestre précédent, les prix de la fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » se sont raffermis de 0,4%, au deuxième trimestre 2018, tirés par la sous-fonction « entretien et réparation des logements » (+1,1%). Cette dernière a également porté le relèvement (+0,5%) sur un an des prix du logement et de l'énergie, durant le deuxième trimestre 2018. Sur le premier semestre 2018, les prix de la fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » sont restés stables, comparativement à la même période un an plus tôt.

Tableau 11: Evolution de l'indice des prix à la consommation (base 100 = 2008)

	Pond.	2017	2018		Variation (%)		
		T2 (1)	T1 (2)	T2 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Inflation
INDICE GENERAL	10000	104,0	106,3	104,3	-1,9	0,2	0,5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3286	114,6	120,7	115,2	-4,6	0,5	1,1
Céréales non transformés	577	91,6	91,1	89,8	-1,5	-1,9	-1,2
Bœuf	237	139,7	137,0	136,6	-0,3	-2,2	-1,5
Poissons frais	294	183,6	254,1	201,1	-20,9	9,5	10,2
Lait	203	103,9	104,0	102,6	-1,4	-1,2	-0,1
Huiles	330	111,8	112,2	112,1	-0,1	0,3	0,8
Légumes frais en fruits ou racine	161	90,2	90,6	97,4	7,5	7,9	4,9
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1524	94,1	94,2	94,6	0,4	0,5	0,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	587	101,8	102,0	101,7	-0,3	-0,1	0,1
Santé	379	109,1	110,3	109,8	-0,4	0,7	0,6
Transports	833	102,1	102,4	102,6	0,1	0,5	0,4
Enseignement	270	113,5	114,2	114,2	0,0	0,6	0,6
Restaurants et Hôtels	617	112,4	114,5	114,4	-0,1	1,8	2,0
Biens et services divers	400	96,5	96,5	96,5	0,0	0,1	0,0

Source : ANSD

II.4.2 Tendances des marchés

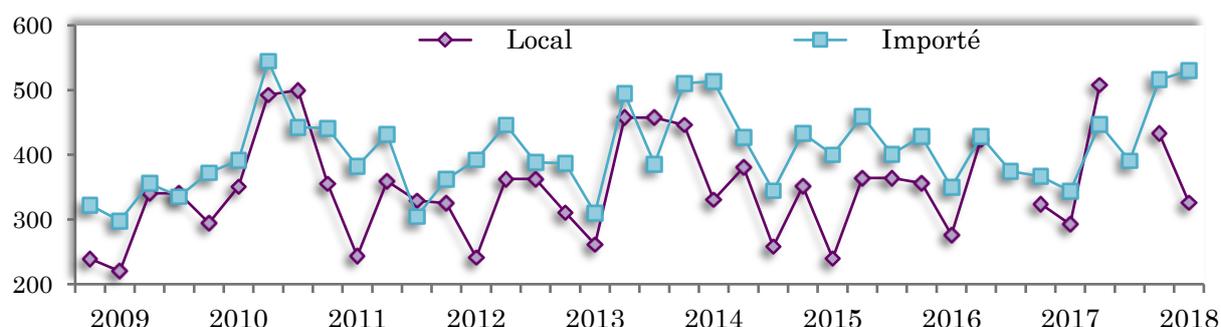
Baisse du prix de l'oignon local en variation trimestrielle

Durant le deuxième trimestre de 2018, le prix moyen de l'oignon local s'est replié de 24,7%, en variation trimestrielle, contre une augmentation de 2,7% de celui de la variété importée. Ces évolutions

s'expliquent par l'arrivée de l'oignon local sur le marché intérieur, d'une part, et par la baisse progressive des stocks du produit importé, d'autre part.

En glissement annuel, les variétés d'oignons local et importé se sont respectivement renchéries de 11,4% et 54,1% au deuxième trimestre 2018 et de 23% et 47,2% en moyenne sur les six premiers mois de l'année. Ces évolutions sont principalement dues à la hausse des prix aux producteurs d'oignon local et aux irrégularités notées dans l'approvisionnement des marchés.

Graphique 27: Evolution des prix (en FCFA) moyens de l'oignon

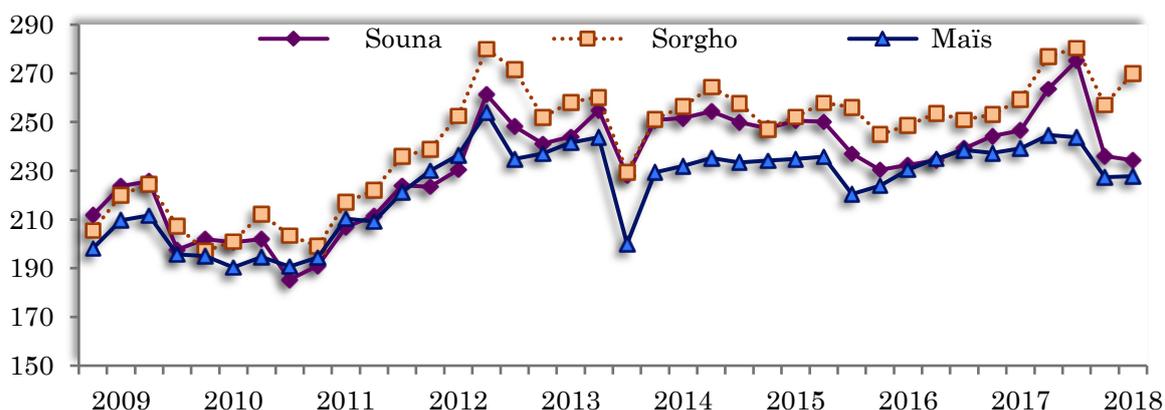


Renchérissement du sorgho et du maïs en rythme mensuel

Concernant les céréales locales, les prix moyens des kilogrammes de sorgho et de maïs ont enregistré des hausses trimestrielles respectives de 5% et 0,1% alors que celui de la souna s'est replié de 0,7%. La moyenne des prix sur le

premier semestre de 2018 fait, pour sa part, ressortir des baisses de prix pour la souna (-4,2%) et le maïs (-4,5%) et un renchérissement du sorgho (+2,9%).

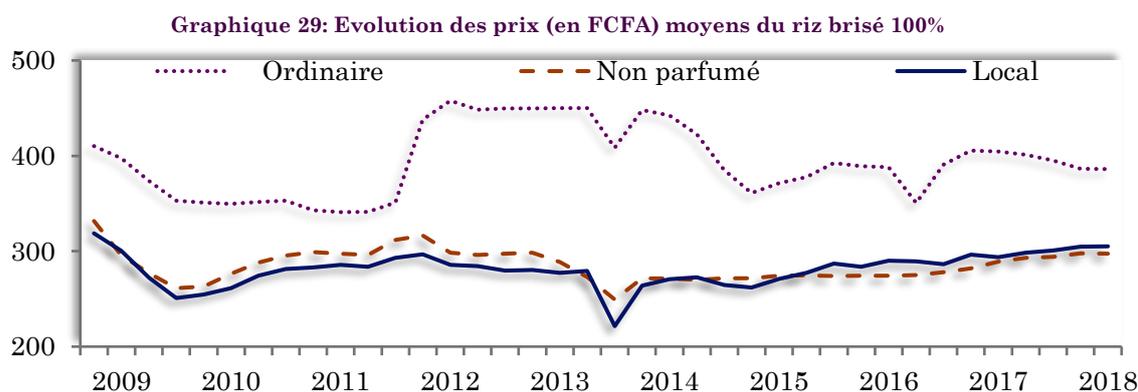
Graphique 28: Evolution des prix (en FCFA) moyens des céréales locales



**Repli des prix des brisures
parfumées ordinaires et non
parfumées, en variation**

S'agissant du riz brisé 100%, les prix moyens respectifs du parfumé ordinaire et du non parfumé ont reculé de 0,1%, en rythme trimestriel, tandis que la variété locale s'est légèrement renchérie (+0,1%). En moyenne sur les six premiers mois de 2018, les prix du riz non parfumé et local se sont respectivement affermis de 4,2% et 3,4% alors que celui de la brisure parfumée ordinaire a baissé de 4,6%.

Par ailleurs, à fin juin 2018, d'importants stocks de riz ont été relevés (171 790 tonnes de riz importé contre 642 tonnes de riz local).



II.4.3 Compétitivité-Prix

Au deuxième trimestre 2018, la compétitivité-prix de l'économie sénégalaise s'est améliorée de 4,3% par rapport au trimestre précédent, sous les effets conjugués de la dépréciation du franc CFA par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux (-0,3%) et d'un différentiel d'inflation favorable (-4,0%). Vis-à-vis des pays membres de l'UEMOA et de ceux de la zone Euro, l'économie sénégalaise a réalisé des gains de compétitivité respectivement évalués à 3,4% et 5,2%, du fait, essentiellement, de différentiels d'inflation favorables.

En glissement annuel, il ressort des pertes de compétitivité de l'économie nationale estimées à 1,5% durant le deuxième trimestre 2018. Cette situation est attribuable à l'appréciation de la monnaie locale par rapport à celles des partenaires commerciaux (+5,3%), partiellement contrebalancée par un différentiel d'inflation favorable (-3,8%). Relativement aux pays membres de l'UEMOA et de la zone euro, la compétitivité-prix de l'économie s'est, toutefois, respectivement améliorée de 0,6% et 3,6%, en raison des différentiels d'inflation favorables.

En cumul sur le premier semestre 2018, des pertes de compétitivité de 2,6% sont notées comparativement à la même période un an auparavant, en liaison avec l'appréciation du franc CFA (+5,7%).

Tableau 12: Evolution des taux de change

	T2 2017	T1 2018	T2 2018	Variation (%)		
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)	Cumul 6 mois
TCER						
Global	92,2	97,8	93,6	-4,3	1,5	2,6
Pays UEMOA	93,2	95,9	92,6	-3,4	-0,6	-0,3
Pays africains hors UEMOA	91,1	105,4	98,6	-6,4	8,3	8,5
Zone euro	99,8	101,5	96,3	-5,2	-3,6	-2,1
Pays industrialisés hors euro	83,3	90,5	88,2	-2,5	5,9	7,0
TCEN						
Global	113,5	119,9	119,5	-0,3	5,3	5,7
Pays africains hors UEMOA	185,1	222,0	215,9	-2,8	16,6	14,8
Pays industrialisés hors euro	110,6	120,6	120,8	0,2	9,2	4,4
Prix intérieurs	119,2	121,7	119,3	-1,9	0,1	0,4
Prix extérieurs	146,6	149,2	152,4	2,1	3,9	3,5
Global	146,6	149,2	152,4	2,1	3,9	3,5
Pays UEMOA	127,9	126,9	128,8	1,5	0,8	0,7
Pays africains hors UEMOA	242,2	256,3	261,3	1,9	7,9	8,6
Zone euro	119,4	119,9	124,0	3,5	3,9	2,6
Pays industrialisés hors euro	158,2	162,1	163,4	0,8	3,2	3,3

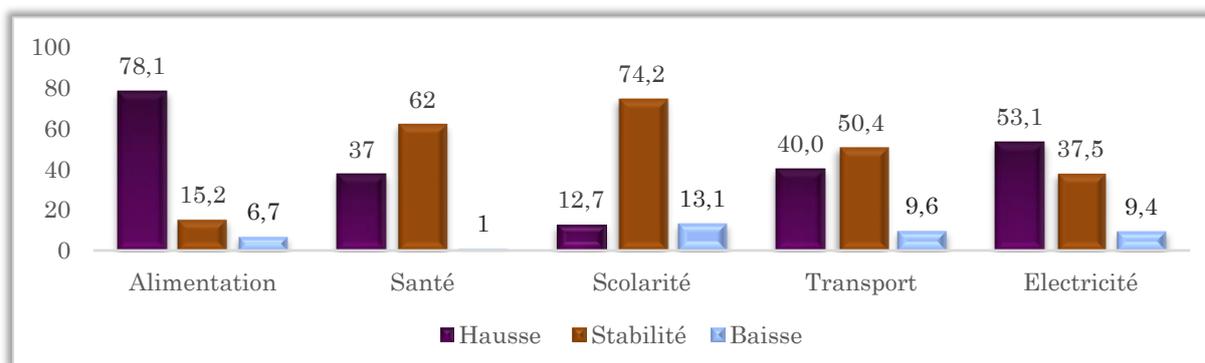
Source : DPEE

II.5. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE PAR LES MENAGES

II.5.1. Conjoncture économique

Au deuxième trimestre 2018, les résultats de l'enquête de Perception de la Conjoncture par les Ménages (EPCM) ont fait ressortir une hausse des dépenses alimentaires pour la plupart des ménages interrogés (78,1%). Pour ce qui des dépenses d'électricité, 53,1% des familles interrogées ont révélé une hausse entre leurs deux dernières factures. Les dépenses de santé, de scolarité et de transport, , sont, quant à elles, restées stables pour respectivement 62%, 74,2% et 50,4% des ménages.

Graphique 30: Les dépenses de consommation des ménages



II.5.2. Conjoncture Sociale

Au deuxième trimestre de 2018, l'enquête de conjoncture sociale a révélé les résultats suivants :

- La plupart des ménages de Dakar ont accès à l'eau potable (97,1%) et à l'électricité (97,7%). L'assainissement est, par contre, un service peu accessible (27,1% des ménages).
- Le taux moyen de scolarisation des enfants de plus de six ans à Dakar s'est établi à 90,6% (92,7% dans les familles de taille moyenne contre 88,0% dans les grandes familles). Concernant la proportion de ménages qui ont des enfants de moins de 18 ans qui travaillent, elle s'est située à 0,5% (0,6% pour les grandes familles contre 0,0% dans les familles de taille moyenne). Par ailleurs, 0,5% des grandes familles comptent des enfants confiés contre 0,2% pour les familles moyennes.
- La majeure partie des familles enquêtées (85,7%) ont assuré trois repas par jour au deuxième trimestre contre une proportion de 14,3% qui en a pris deux.
- Les délestages et l'inflation constituent les principaux chocs subis par les ménages au deuxième trimestre 2018. En effet, 29,6% des ménages ont déploré une hausse du niveau général des prix, tandis que 31,5% des interviewés ont affirmé être affectés par des coupures dans l'approvisionnement en électricité. Par ailleurs, les pertes d'emploi et l'incapacité du principal soutien sont respectivement évoquées par 0,4% et 1,9% des enquêtés.

II.5.3. Confiance des ménages

Au deuxième trimestre 2018, la confiance des ménages s'est détériorée, par rapport au trimestre précédent. En effet, l'indicateur qui la synthétise a perdu 5,2 points pour s'établir à son plus bas niveau depuis le quatrième trimestre de 2015. Il est, également, passé en dessous de sa moyenne de long terme. En détail, l'opinion des ménages sur leur situation financière personnelle s'est bien orientée, entre les deux premiers trimestres de l'année, contrairement à celle sur la situation économique du pays.

Au titre de leur situation financière, les ménages ont été plus optimistes au deuxième trimestre 2018 qu'un trimestre auparavant, les soldes correspondants à leurs capacités d'épargne présente et future s'étant respectivement confortés de 11,5 et 16,3 points pour rester au-dessus de leurs moyennes de longue période. De même, le solde d'opinion relatif à l'opportunité de faire des achats importants a progressé. Il s'est accru de 14,4 points et est resté au-dessus de sa moyenne de long terme.

Relativement à la situation économique du pays, les opinions respectives des ménages concernant leurs niveaux de vie présente et future se sont détériorées, leurs soldes ayant baissé de 32,7 et 33,0 points pour passer en-dessous de leurs moyennes de long terme. En outre, le solde d'opinion des ménages sur une éventuelle hausse du chômage a progressé (+8,1 points) au deuxième trimestre de 2018, comparativement au précédent. Il est ressorti au-dessus de son niveau de longue période.

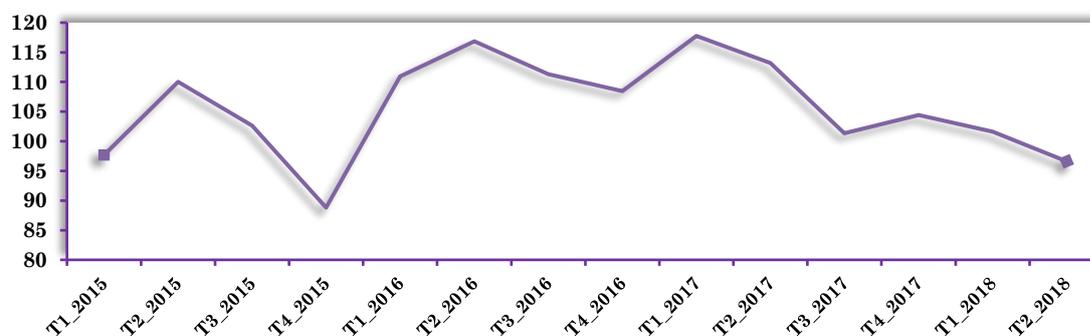
Tableau 13 : Indicateur synthétique et soldes d'opinion

	Moyenne (long terme) (1)	2017				2018	
		Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Trim1	Trim2
Indicateur synthétique	100	117,8	113,2	101,3	104,4	101,8	96,6
Situation financière personnelle							
<i>Capacité d'épargne actuelle</i>	-2,0	9,2	6,9	-3,5	-2,9	-3,3	8,1
<i>Capacité d'épargne future</i>	-49,9	-43,8	-43,3	-53,8	-52,5	-51,3	-35,0
<i>Opportunité de faire des achats</i>	-64,5	-56,7	-55,8	-62,3	-59,8	-62,3	-47,9
Situation économique au Sénégal							
<i>Niveau de vie passé</i>	11,8	29,2	25,0	21,7	22,3	17,7	-15,0
<i>Niveau de vie futur</i>	22,3	38,3	36,0	28,3	29,0	26,3	-6,7
<i>Chômage</i>	-6,4	-14,8	-14,6	-11,0	-11,3	-10,0	-1,9

Source : DPEE

(1) Moyenne du premier trimestre 2015 au deuxième trimestre 2018

Graphique 31 : Evolution de l'indice de confiance des ménages



II.6. COMMERCE EXTERIEUR

Au deuxième trimestre de 2018, le déficit commercial du Sénégal⁵ s'est établi à 407,9 milliards contre 445,3 milliards au trimestre précédent, soit une atténuation de 37,3 milliards. Cette situation traduit une hausse des exportations de biens plus importante (+48,5 milliards) que celle des importations (+12,6 milliards). Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est renforcé de 5,2 points de pourcentage, en variation trimestrielle, pour se situer à 51,5%.

II.6.1. Exportations des principaux produits

Hausse des exportations, en variation trimestrielle

Les exportations de biens du deuxième trimestre 2018 sont estimées à 432,7 milliards contre 384,2 milliards au premier trimestre, soit une progression de 12,6% (+48,5 milliards). Cette orientation est, notamment, imputable à l'or non monétaire (+33,4 milliards), à l'acide phosphorique (+15,7 milliards), au titane (+7,3 milliards) et au zircon (+6,1 milliards) dont les quantités exportées se sont respectivement accrues de 44,5%, 36,%, 128,1% et 50,3%. En revanche, les exportations de produits pétroliers, de produits alimentaires, d'engrais minéraux et chimiques et de ciment se sont respectivement repliées de 19,3%, 4,7%, 69,5% et 19,1%. En particulier, la contraction des exportations de produits alimentaires est attribuable aux produits arachidières (-13,5 milliards) et aux légumes frais (-10,5 milliards). Elle a été, toutefois, atténuée par le regain des ventes de produits halieutiques (+18,3 milliards).

En glissement annuel, la valeur des exportations de biens a progressé de 30,0 milliards (+7,5%), au deuxième trimestre 2018, notamment, soutenue par l'or non monétaire (+33,6 milliards), l'acide phosphorique (+13,7 milliards), le zircon (+5,2 milliards) et les produits alimentaires (+4,8 milliards). Les augmentations respectives des exportations d'or et d'acide phosphorique sont liées aux quantités vendues tandis que celles de zircon et de produits alimentaires traduisent, plutôt, des effets prix. Par ailleurs, des contractions respectives des ventes de ciment (-10,5 milliards), de produits pétroliers (-7,1 milliards) et d'engrais chimiques et minéraux (-6,0 milliards) sont observées sur la période.

Sur les six (06) premiers mois de 2018, les exportations de biens se sont repliées de 21,8 milliards (-2,6%), relativement à la même période un an auparavant. Ce résultat est attribuable au ciment (-36,9%), au titane (-22,2%) et aux produits pétroliers (-10,1%) dont les

⁵ Le déficit commercial = exportations – (importations *88%)
Fret et assurances = 12% des importations

quantités expédiées ont, respectivement, chuté de 34,3%, 26,0% et 17,8%. Pour leur part, les exportations d'engrais chimiques et minéraux ont baissé de 2,9 milliards sous l'effet des prix (-35,0%). A l'inverse, des renforcements respectifs des ventes à l'étranger d'or non monétaire (+36,8 milliards), d'acide phosphorique (+ 22,1 milliards), de produits alimentaires (+17,0 milliards) et de zircon (+7,2 milliards) sont enregistrés au cours du premier semestre 2018.

Vers les pays de l'UEMOA, les exportations du Sénégal sont évaluées à 100,0 milliards au deuxième trimestre de 2018 contre 88,9 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 11,1 milliards (+12,5%). Elles ont représenté 23,1% de la valeur totale des exportations de marchandises, soit au même taux qu'un trimestre plus tôt. La part du Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, a diminué de 6,6 points de pourcentage sur la période pour se situer 55,7%. Les exportations de marchandises vers ce partenaire, ont, notamment, porté sur le ciment et les «produits pour préparations, pour soupes, potages et bouillons». Sur un an, les exportations du Sénégal vers les pays de l'UEMOA ont diminué de 11,8 milliards (-10,6%), au deuxième trimestre 2018.

Tableau 14: Exportations en valeur (millions FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2017		2018			Variations relatives (%)		
	Trim 2 (1)	CUMUL (2)	Trim 1 (3)	Trim 2 (4)	CUMUL (5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES								
PRODUITS ALIMENTAIRES	111 584	221 535	122 158	116 423	238 581	-4,7	4,3	7,7
- PRODUITS HALIEUTIQUES	73 813	128 797	56 790	75 110	131 900	32,3	1,8	2,4
- LEGUMES FRAIS	3 343	19 216	15 238	4 764	20 001	-68,7	42,5	4,1
- PRODUITS ARACHIDIERS	5 106	12 253	22 573	9 076	31 650	-59,8	77,7	158,3
PREPARATIONS POUR SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	18 441	38 628	18 210	18 111	36 321	-0,5	-1,8	-6,0
CIMENT HYDRAULIQUE	30 942	72 442	25 256	20 425	45 681	-19,1	-34,0	-36,9
PRODUITS PETROLIERS	34 864	69 071	34 351	27 729	62 080	-19,3	-20,5	-10,1
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	8 300	12 576	7 430	2 264	9 694	-69,5	-72,7	-22,9
ACIDE PHOSPHORIQUE	28 677	46 865	26 665	42 354	69 019	58,8	47,7	47,3
OR NON MONETAIRE	58 910	114 727	59 031	92 462	151 493	56,6	57,0	32,0
ZIRCONIUM	10 043	17 146	9 080	15 241	24 321	67,9	51,8	41,8
TITANE	10 855	20 294	4 244	11 549	15 793	172,1	6,4	-22,2
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	294 176	574 656	288 216	328 447	616 663	14,0	11,6	7,3
AUTRES PRODUITS	108 531	264 059	96 016	104 263	200 279	8,6	-3,9	-24,2
TOTAL	402 707	838 715	384 232	432 709	816 941	12,6	7,5	-2,6

Source : ANSD

II.6.2. Importations des principaux produits

Hausse des importations, en variation trimestrielle

Les importations de biens sont évaluées à 955,3 milliards au deuxième trimestre de 2018 contre 942,6 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 12,6 milliards (+1,3%). Cette évolution est attribuable aux métaux communs (+17,5 milliards), aux engrais (+8,0 milliards) et aux «pierres

céramiques et verres» (+4,0 milliards). Par contre, les importations de «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles » (-6,2 milliards), «machines, appareils et moteurs » (-5,5 milliards), produits alimentaires (-4,4 milliards) et produits pétroliers (-1,5 milliard) se sont contractées sur la période. Concernant les produits alimentaires, le recul des importations est essentiellement porté par les «huiles, graisses animales et végétales» (-11,3 milliards), le riz (-3,3 milliards) et les «fruits et légumes comestibles» (-2,5 milliards). Pour sa part, la contraction des achats de produits pétroliers est, essentiellement, due à la composante raffinée (-14,3 milliards), les importations d'huiles brutes s'étant consolidées de 12,8 milliards.

Sur un an, les importations de biens se sont renforcées de 46,5 milliards (+5,1%), au deuxième trimestre de 2018, du fait, principalement, des métaux communs (+17,4 milliards), «véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles» (+8,6 milliards), engrais chimiques et minéraux (+7,0 milliards) «pierres céramiques et verres» (+5,4 milliards) et produits pharmaceutiques (+4,5 milliards). A l'inverse, les importations de produits alimentaires, de produits pétroliers et de «machines, appareils et moteurs» se sont, respectivement, contractées de 12,9 milliards, 9,4 milliards et 4,0 milliards. Concernant les produits alimentaires, la baisse des importations est imputable aux «huiles et graisses animales et végétales» (-9,1 milliards). Elle a été, toutefois, amoindrie par les achats de maïs (+3,9 milliards) et de riz (+2,1 milliards). Pour ce qui est du recul des importations de produits pétroliers, il traduit un effet quantité (-16,2%), les prix ayant augmenté de 12,8% sur la période.

Sur le premier semestre de 2018, les importations de biens se sont raffermies de 183,6 milliards, sous l'effet d'une forte hausse des prix. Elles sont tirées par les «véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles » (+32,9 milliards), les produits pétroliers (+23,4 milliards), les métaux communs (+23,0 milliards), les produits pharmaceutiques (+12,4 milliards), les « pierres, céramiques et verres » (+8,8 milliards) et les produits alimentaires (+4,7 milliards). Par contre, les achats de « machines, appareils et moteurs » se sont contractés de 10,7 milliards sur la période, en rapport avec les quantités (-57,7%).

En provenance des pays de l'UEMOA, les importations de biens se sont établies à 18,3 milliards au deuxième trimestre 2018 contre 18,1 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 0,2 milliard. Elles ont représenté 1,9% de la valeur totale des importations de biens, au même niveau qu'un trimestre plus tôt. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 77,6% au deuxième trimestre de 2018

contre 77,2% au trimestre précédent. Les importations, en provenance de ce partenaire, ont essentiellement porté sur les «huiles et graisses animales et végétales» et les « fruits et légumes comestibles ».

Tableau 15: Importations en valeur (millions FCFA)

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)	2017		2018			Variations relatives(%)		
	Trim 2 (1)	CUMUL (2)	Trim 1 (3)	Trim 2 (4)	CUMUL (5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES								
PRODUITS ALIMENTAIRES	167 823	309 539	159 320	154 913	314 233	-2,8	-7,7	1,5
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	6 158	15 880	9 726	7 226	16 953	-25,7	17,4	6,8
- FROMENT ET METEIL	24 157	44 575	15 245	25 901	41 146	69,9	7,2	-7,7
- MAIS	9 423	17 794	9 223	13 358	22 580	44,8	41,8	26,9
- RIZ	55 775	98 586	61 119	57 844	118 963	-5,4	3,7	20,7
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	26 868	54 954	29 032	17 742	46 774	-38,9	-34,0	-14,9
PRODUITS PETROLIERS	171 257	301 737	163 329	161 840	325 169	-0,9	-5,5	7,8
-HUILES BRUTES DE PETROLE	100 654	170 133	67 173	79 949	147 122	19,0	-20,6	-13,5
-AUTRES PRODUITS PETROLIERS	70 602	131 604	96 156	81 891	178 047	-14,8	16,0	35,3
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	28 201	53 836	33 552	32 653	66 205	-2,7	15,8	23,0
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	131 729	271 634	133 199	127 734	260 933	-4,1	-3,0	-3,9
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	80 505	151 424	95 246	89 079	184 325	-6,5	10,7	21,7
ENGRAIS	2 414	6 437	1 555	9 521	11 076	512,4	294,4	72,1
PIERRE CERAMIQUE ET VERRE	12 904	23 991	14 432	18 352	32 784	27,2	42,2	36,6
METAUX COMMUNS	41 410	77 095	41 323	58 773	100 095	42,2	41,9	29,8
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	636 243	1 195 694	641 956	652 864	1 294 820	1,7	2,6	8,3
AUTRES PRODUITS	272 528	518 577	300 668	302 408	603 076	0,6	11,0	16,3
TOTAL	908 771	1 714 270	942 624	955 272	1 897 896	1,3	5,1	10,7

Source : ANSD

I.7 FINANCES PUBLIQUES

Au terme du premier semestre 2018, l'exécution budgétaire s'est inscrite dans une trajectoire de maîtrise du déficit, à travers une mobilisation satisfaisante des ressources et une bonne maîtrise des dépenses. En effet, les ressources mobilisées au cours des six (06) premiers mois de l'année sont évaluées à 1153,5 milliards, augmentant de 6,5% par rapport à la même période un an plus tôt alors que les dépenses totales se sont accrues de 15,5% pour atteindre 1456,7 milliards. En conséquence, le solde budgétaire, dons compris, est évalué en déficit de 303,2 milliards contre un objectif de déficit de 304,4 milliards retenu dans le cadrage macro-économique.

II.7.1. Recettes budgétaires

Les ressources globales sont composées de recettes budgétaires (1065,2 milliards), de dons (72,2 milliards) et de ressources FSE (16,1 milliards). Comparativement au premier semestre de 2017, les ressources se sont consolidées de 70,6 milliards, en liaison avec les recettes fiscales (+73,8 milliards) et les dons (+13,3 milliards). Ces performances ont été, toutefois, atténuées par la faible mobilisation des recettes non fiscales (56,7 milliards) et des ressources du FSE qui se sont respectivement contractées de 12 milliards et 4,5 milliards.

En effet, les recouvrements au titre des recettes fiscales ont enregistré une progression globale de 7,9% à fin juin 2018, essentiellement soutenue par l'impôt sur le revenu (180,8 milliards), la TVA à l'import hors pétrole (145,6 milliards) et des droits de porte hors pétrole (121 milliards) qui se sont respectivement confortés de 18,3%, 12,3% et 18,4%. La TVA intérieure hors pétrole et les droits d'enregistrements ont également progressé, dans l'ordre, de 5,7% et 18,3% pour atteindre 137,2 milliards et 26,3 milliards. Cette bonne dynamique des recettes budgétaires a, cependant, été amoindrie par les contreperformances des recouvrements sur le pétrole (-8,2%), de l'IRVM/IRCM (-8,5%), et de la CFCE (-20,6%) qui sont respectivement estimés à 108,8 milliards, 21,5 milliards et 6,2 milliards. En particulier, la baisse des recettes tirées du pétrole est, essentiellement, imputable à la TVA sur le pétrole (-29,1%) et au FSIPP (-33,3%), en rapport avec le maintien de la stabilité des prix intérieurs à la pompe dans un contexte de flambée du cours international du baril de Brent.

II.7.2 Dépenses publiques

Pour leur part, les dépenses budgétaires se sont confortées de 195,7 milliards (+15,5%), en glissement annuel, pour atteindre à 1456,7 milliards à fin juin 2018. Cette évolution est, à la fois, attribuable à l'investissement et aux charges courantes.

Concernant les investissements publics, ils sont passés de 478,5 milliards à 577,4 milliards, soit une hausse de 20,7%, principalement, portée par leur composante financée sur ressources internes (328,2 milliards). Cette dernière s'est, en effet, consolidée de 102,5 milliards ou 45,4% sur un an tandis que les dépenses en capital sur ressources externes (249,2 milliards) ont légèrement baissé de 1,4%.

Les dépenses courantes sont, quant à elles, globalement exécutées à hauteur de 879,3 milliards, progressant de 12,4% en variation glissante sur un an. Cette situation reflète les progressions respectives de 19,6%, 11,3% et 11% des charges d'intérêts sur la dette (135,1 milliards), des dépenses de fonctionnement (414,5 milliards) et de la masse salariale (329,7 milliards). La hausse des dépenses de fonctionnement est, particulièrement, expliquée par le relèvement de 34,3% des « transferts et subventions » qui sont évalués à 166,8 milliards. Les charges de fournitures et d'entretien sont, en ce qui les concerne, restées quasi-stables, à 247,7 milliards contre 248,3 milliards un an auparavant.

II.8. FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

II.8.1 Monnaie et crédit

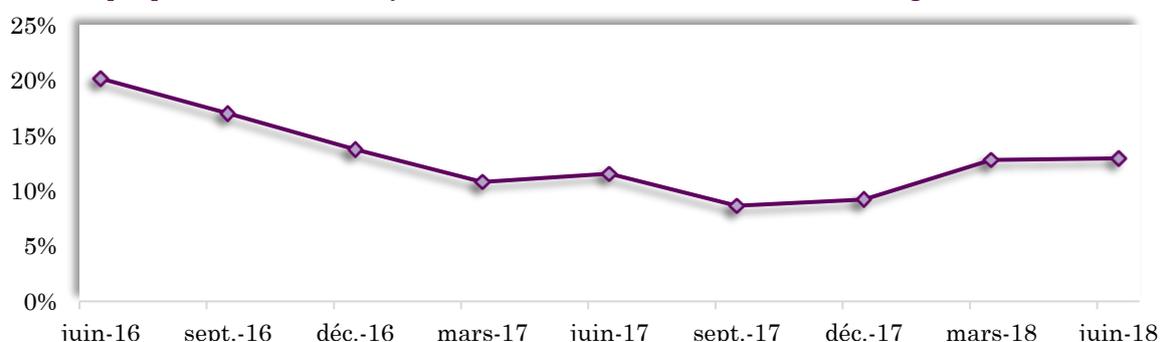
L'évolution de la situation monétaire, appréciée sur la base des estimations à fin mai 2018, fait ressortir une expansion de 129,9 milliards de la masse monétaire. En contrepartie, une diminution de 182,2 milliards des actifs extérieurs nets et un renforcement de 290 milliards de l'encours des créances intérieures sont notés.

Expansion de la masse monétaire

La masse monétaire a progressé de 129,9 milliards, entre fin mars et fin mai 2018, pour atteindre 4839,4 milliards. Cette expansion de la liquidité globale est perceptible à travers la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) qui a augmenté de 61,7 milliards pour se situer à 1131,6 milliards. Pour leur part, les dépôts transférables (2172,1 milliards) ont augmenté de 52,8 milliards. S'agissant des autres dépôts inclus dans la masse monétaire, ils sont ressortis à 1535,7 milliards, en hausse de 15,4 milliards.

Sur un an, la masse monétaire est en expansion de 554,9 milliards ou 13,0%, à fin mai 2018. Son rythme de croissance a ainsi accéléré après s'être situé 12,8%, à la fin du premier trimestre.

Graphique 32: Evolution du rythme de croissance de la masse monétaire en glissement annuel



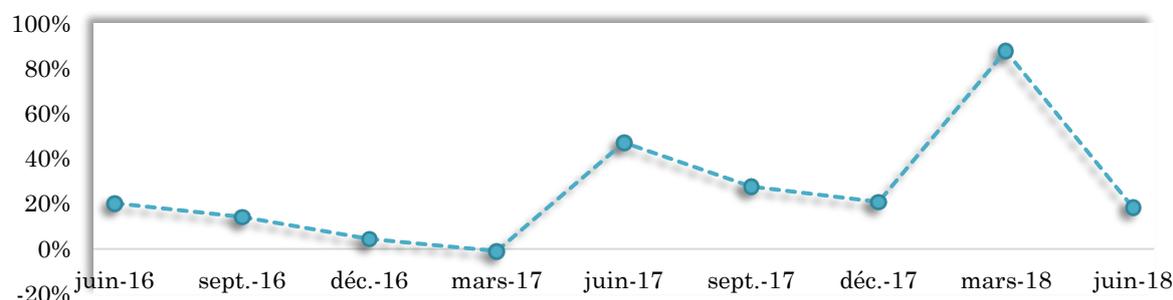
Diminution des actifs extérieurs nets

Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont situés à 2006,1 milliards à fin mai 2018, diminuant de 182,2 milliards par rapport à fin mars 2018. Cette situation est imputable aussi bien à la Banque centrale, dont la position extérieure nette s'est dégradée de 136,6 milliards pour s'établir à 1612,1 milliards, qu'aux banques primaires qui ont enregistré une baisse de 45,5 milliards de leurs actifs extérieurs nets (394 milliards).

Sur un an, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont consolidés de 311,2 milliards ou 18,4%, à fin mai 2018. Leur rythme de croissance a fortement décéléré, en glissement annuel, après s'être situé à 87,92% à la fin du premier trimestre 2018. Rapportés

aux importations de biens, les actifs extérieurs nets ont couvert 6,4 mois à fin mai 2018 contre 7 mois à la fin du premier trimestre 2018.

Graphique 33: Evolution du rythme de croissance des actifs extérieurs nets en glissement annuel



Renforcement de l'encours des créances intérieures

A fin mai 2018, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est établi à 4081,4 milliards, augmentant de 290 milliards par rapport à fin mars 2018. Cette situation est attribuable aux crédits nets à l'administration centrale qui ont augmenté de 285,5 milliards pour se situer à 91,7 milliards. Concernant les créances sur les autres secteurs de l'économie, une hausse de 4,5 milliards est notée, les situant à 3989,7 milliards.

En variation glissante sur un an, le rythme d'évolution des crédits bancaires accordés au secteur privé a décéléré à fin mai 2018, à 6,1%, après avoir atteint 21,2% à la fin du premier trimestre de l'année alors que l'encours global des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 341 milliards ou 9,1%, à fin mai 2018.

Graphique 34: Evolution du rythme de croissance des créances sur les autres secteurs, en glissement annuel

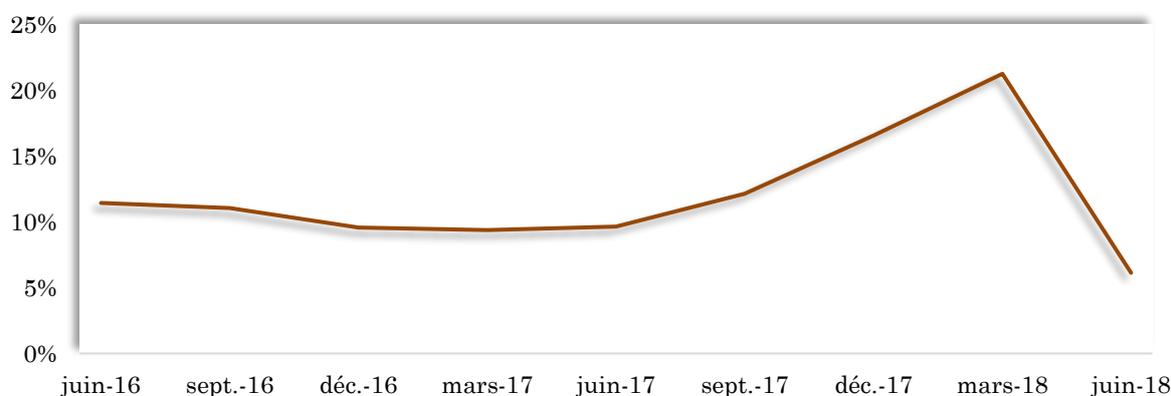


Tableau 16: Situation des Institutions de dépôts (en milliards de FCFA)

	Mai 17	Mars 18	Mai 18	Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)	Variation relative (3)/(1)
	(1)	(2)	(3)				
Masse monétaire (M2)	4284,5	4709,5	4839,4	129,9	2,8%	554,9	13,0%
Circulation fiduciaire	980,4	1069,9	1131,6	61,7	5,8%	151,2	15,4%
Dépôts transférables	1972,9	2119,3	2172,1	52,8	2,5%	199,2	10,1%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1331,3	1520,3	1535,7	15,4	1,0%	204,4	15,4%
Actifs extérieurs nets	1694,9	2188,3	2006,1	-182,2	-8,3%	311,2	18,4%
BCEAO	1222,1	1748,7	1612,1	-136,6	-7,8%	390,0	31,9%
Banques	472,7	439,5	394,0	-45,5	-10,4%	-78,7	-16,6%
Créances intérieures	3740,4	3791,4	4081,4	290,0	7,6%	341,0	9,1%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-19,2	-193,8	91,7	285,5	147,3%	110,9	577,6%
Créances sur les autres secteurs	3759,6	3985,2	3989,7	4,5	0,1%	230,1	6,1%

Source : BCEAO

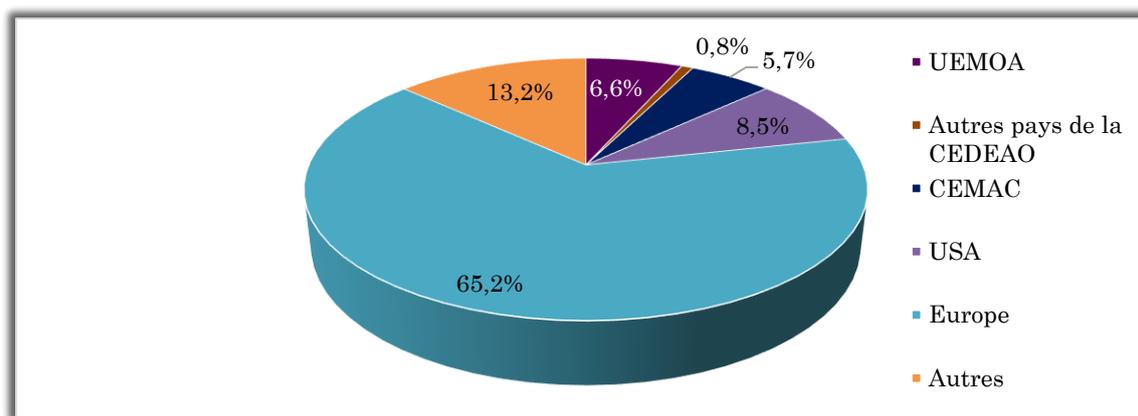
II.8.2. Les titres publics

Au cours du premier trimestre 2018, la BCEAO n'a organisé, sur le marché sous régional, aucune émission de bon ou d'obligation du trésor pour le compte du trésor public sénégalais. Le besoin du pays pour l'année 2018 a été, en effet, complètement couvert par l'émission sur le marché financier international d'une euro- obligation à double tranches : une tranche d'un milliard d'euros sur 10 ans amortissable à un taux de 4,75% et une tranche d'un milliard de dollars sur 30 ans amortissable à un taux de 6,75%.

II.8.3. Les transferts rapides d'argent

Les transferts rapides d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal sont ressortis à 554,8 milliards sur les six premiers mois de 2018, en hausse de 6,3% par rapport à la même période de l'année précédente. L'évolution trimestrielle des transferts reçus révèle une progression de 12,4% au deuxième trimestre 2018, dans un contexte marqué par la célébration de la fête de Korité. En effet, les montants reçus ont atteint 293,6 milliards entre mars et juin 2018 contre 261,2 milliards au cours du premier trimestre. Le rythme de progression, en glissement annuel, des transferts reçus s'est, pour sa part, établi à 1,9% au deuxième trimestre 2018, après 11,8% un trimestre plus tôt, en phase avec l'évolution attendue de l'activité dans les principales origines des transferts, notamment la zone euro où la croissance s'établirait à +0,2% au deuxième trimestre 2018.

Graphique 35: Répartition des transferts reçus par origine



S'agissant des émissions de transferts rapides d'argent effectuées par les établissements de crédit du Sénégal vers l'extérieur, elles sont estimées à 82,7 milliards sur les six premiers mois de 2018, diminuant de 14,3% par rapport à la même période un an auparavant. Au deuxième trimestre 2018, les transferts émis se sont contractés de 20,5%, en glissement annuel, après un repli de 6,7% un trimestre plus tôt.

Au total, le cumul des transferts nets d'argent reçus par les établissements de crédit du Sénégal a atteint 472,1 milliards à la fin du premier semestre 2018, augmentant de 46,9 milliards ou 11% sur une base annuelle.

Tableau 17: Transferts rapides d'argent effectués par les Etablissements de crédit du Sénégal

	2017		2018			Variations en %		
	Trim. 2 (1)	Cumul (2)	Trim. 1 (3)	Trim. 2 (4)	Cumul (5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
RECUS	288,1	521,7	261,2	293,6	554,8	12,4	1,9	6,3
EMIS	53,3	96,5	40,3	42,4	82,7	5,2	-20,5	-14,3
NET	234,8	425,2	220,9	251,2	472,1	13,7	7,0	11,0

Source : DMC

II.8.4. Les systèmes financiers décentralisés(SFD)

A fin juin 2018, la situation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), comparée à celle de la fin du premier trimestre, est marquée par les renforcements respectifs du sociétariat et des encours de crédits et dépôts. La qualité du portefeuille s'est, quant à elle, détériorée sur la période sous revue.

Le sociétariat des systèmes financiers décentralisés s'est situé à 2.844.055 à fin juin 2018 contre 2.834.639 un trimestre plus tôt, soit une progression de 0,3%. Ainsi, indexé à la population, le taux de pénétration des SFD s'est établi à 21,1% soit 0,1 point de plus qu'à fin mars 2018.

Graphique 36: Sociétariat des SFD (Membres / Clients)



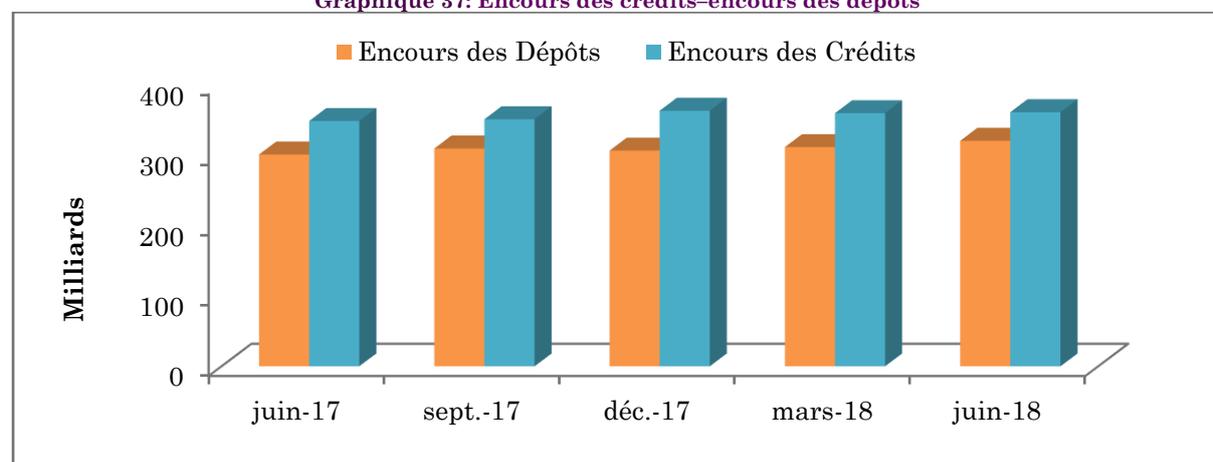
**Renforcement de
l'encours des crédits –
Hausse des dépôts**

L'encours des crédits accordés par les systèmes financiers décentralisés (SFD) à la clientèle est estimé à 361,1 milliards à fin juin 2018 contre 359,7 milliards à la fin du trimestre précédent, soit un renforcement de 0,4%.

Comparativement à fin juin 2017, l'encours des crédits octroyés par les SFD a progressé de 12,5 milliards ou 3,6%.

S'agissant des dépôts de la clientèle au niveau des SFD, ils ont progressé de 8,9 milliards ou 2,9%, en passant de 311,6 milliards à 320,5 milliards entre fin mars et fin juin 2018. Sur une base annuelle, ils se sont accrus de 19,4 milliards ou 6,4%, à fin juin 2018.

Graphique 37: Encours des crédits–encours des dépôts



**Hausse du taux des
créances en
souffrance en
variation trimestrielle**

Comparativement à fin mars, la qualité du portefeuille des SFD s'est détériorée à fin juin 2018. En effet, le taux de créances en souffrance a augmenté de 0,4 point de base sur la période pour se situer à 5,73%. Il reste au-dessus de la norme de 3% (portefeuille à risque à 90 jours) édictée par le

dispositif prudentiel. En revanche, sur un an, le taux de créances en souffrance a baissé de 0,57 point de base.

Graphique 38: Evolution du taux de créances en souffrance

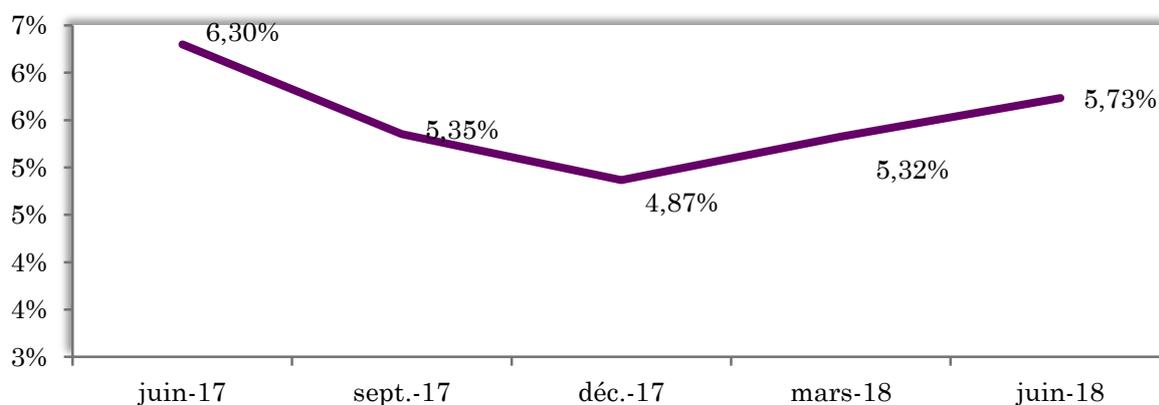


Tableau 18: Sociétariat, encours de crédits et de dépôts des Systèmes Financiers Décentralisés

	juin-17	sept-17	déc-17	mars-18	juin-18
Sociétariat	2 716 404	2 771 898	2 782 279	2 834 639	2 844 055
Encours des Dépôts	301 117 425 722	309 667 594 259	306 619 006 222	311 577 164 431	320 511 912 459
Encours des Crédits	348 577 167 324	351 067 863 447	363 199 147 620	359 662 274 253	361 067 967 878
Taux de Créances en Souffrances	6,30%	5,35%	4,87%	5,32%	5,73%

Source : DRS/ SFD